



Présentation	<b>3</b>
Pour un véritable partenariat	<b>17</b>
Pour une synthèse entre réalisme, expérience historique et exigence morale	<b>35</b>
L'entrée dans le XXI <sup>e</sup> siècle	<b>51</b>
Droit de suite entretien avec Hubert Védrine	<b>69</b>
Annexe 1 : Regards croisés : France/Etats-Unis (SOFRES mai 2000)	<b>81</b>
Annexe 2 : Conférence de Varsovie sur la démocratie	<b>103</b>

# Moins de réflexes, plus de réflexions !

**L**es Etats-Unis devraient susciter moins de réflexes et soulever plus de réflexion.

Or, comme l'écrit Ezra Suleiman, " tout se passe comme si les bouleversements actuels du monde et les interrogations qu'ils suscitent convergeaient vers une sorte d'ennemi commun qui concentre tous les défauts : impérialisme culturel, capitalisme triomphant, domination diplomatique, règne de la bouffe, hégémonie de la langue ".<sup>1</sup>

Les Etats-Unis, notre meilleur ennemi ? L'analyse est juste, au sens de judicieuse. Mais la cible est-elle juste, au sens de bien ajustée ?

---

1)- Ezra Suleiman, *Les nouveaux habits de l'anti-américanisme*. *Le Monde*, 29 septembre 1999

## **I – L'anti-américanisme : un mauvais réflexe**

**L**'anti-américanisme se défie des clivages traditionnels. Il est tour à tour de gauche ou de droite. Il l'est parfois même simultanément...

Avant-avant-hier, c'est-à-dire avant-guerre, il était porté par les fascistes. Avant-hier, en l'occurrence après-guerre, il était défendu par les communistes. Hier, dans les années soixante, il était relayé par les gaullistes. Et la liste, bien sûr, est plus illustrative qu'exhaustive.

Aujourd'hui, c'est à l'émergence d'un anti-américanisme d'un nouveau type que l'on assiste.

Sans doute est-il aventureux de déceler une quelconque nouveauté sur un terrain déjà aussi saturé. On se souvient de l'anti-américanisme " astronomique " de Pierre Daix : " c'est toujours de l'ouest que la nuit monte à l'assaut du monde ". Davantage encore, nul n'a oublié l'anti-américanisme " médical " de Jean-Paul Sartre qui, après l'exécution des époux Rosenberg, avait écrit : " l'Amérique a la rage ". Et la liste, là encore, n'est pas exhaustive.

Il demeure que l'anti-américanisme d'aujourd'hui présente au moins deux nouveautés.

D'une part, ses acteurs, ou, plus précisément, la coalition de ses acteurs : il s'agit, pour partie, des " souverainistes " et, pour partie, de ceux que l'on appelait jadis les " gauchistes ", qui se proclament " la gauche de gauche ", que l'on dénomme " la gauche de la gauche ".

D'autre part, ses contradictions : on peut remarquer, avec Michel Wieviorka, que l'anti-américanisme est passé de l'internationalisme prolétarien, de l'anticapitalisme, puis de l'internationalisme tout court, à un souverainisme qui hésite de moins en moins à s'afficher comme tel. Or, " cette logique de crispation sur la nation rend les anti-

américains également anti-européens – et l'on ne peut être les deux à la fois"<sup>2</sup>

Mais l'anti-américanisme ne doit pas seulement être décrit – il doit être analysé. Et si on le considère comme un " mauvais réflexe ", il faut essayer de démontrer et le nom commun et l'adjectif qualificatif.

En quoi est-ce un " mauvais réflexe " ?

Il y a, à l'appui de cette thèse, l'argument du poids de l'histoire, et notamment la mémoire des deux guerres mondiales. Il ne compte pas pour rien. Mais, reconnaissons-le, il ne saurait se suffire à lui-même : il invalide l'anti-américanisme pour le passé et non pour le présent.

Davantage encore, l'anti-américanisme est *intellectuellement fragile* en ce qu'il opère une double simplification. En assimilant totalement les Etats-Unis et la mondialisation – j'y reviendrai. En considérant les Etats-Unis comme une entité abstraite, il procède de la " pensée magique ", pour reprendre la formule de Régis Debray (qui, bien qu'il le dénie, demeure, au fond, anti-américain !); une pensée magique qui " fige dans un archétype sans histoire ni géographie, compact et sans contradictions internes, le principe de tout ce qu'on ne comprend pas, ou qu'on n'a pas le courage d'affronter ".<sup>3</sup>

Enfin, et surtout, l'anti-américanisme est *politiquement erroné*, en ce qu'il s'appuie sur une posture - la " résistance " - et une stratégie - la " mobilisation citoyenne " - au mieux insuffisantes, au pire inconsistantes.

---

2)- Michel Wieviorka, colloque organisé par l'EHESS et la NYU sur *Les anti-américanismes*, La Sorbonne, 3-4 juin 1999.

---

3)- Régis Debray, *Pour en finir avec l'anti-américanisme*, NYU, in supplément au n° 348, *L'Événement du Jeudi*.

D'une part, comme la fort bien montré Gilles Martinet en évoquant " l'anti-américanisme des orphelins " - entendez les orphelins de la Révolution -, " la difficulté vient de ce qu'ils ne parviennent pas à inventer un autre projet. (...) Alors, en attendant qu'un nouveau système de représentation apparaisse, la tentation est grande de faire d'une anti-idéologie une idéologie de remplacement. C'est ici que prend place l'anti-américanisme".<sup>4</sup>

---

4)- Gilles Martinet, *L'anti-américanisme des orphelins*, *La Revue socialiste*, n°2, octobre 1999, page 143

D'autre part, ils négligent le fait que la mondialisation de la politique n'a pas pris le même chemin que la mondialisation de l'économie : celle-là demeure largement internationale quand celle-ci est de plus en plus globale. Dès lors, si l'on veut agir politiquement avec efficacité, il importe d'accorder la plus grande attention aux positions des Etats et, mieux encore, aux stratégies permettant de nouer des coalitions d'Etats. Pour ne prendre qu'un seul exemple – sans doute à contre-courant du discours dominant -, l'échec du sommet de Seattle doit autant, et même en réalité davantage, à la détermination de l'Union européenne sur le contenu de l'agenda du cycle commercial qu'à la mobilisation, opposée par principe, à l'ouverture d'un tel cycle. En bref, il doit davantage à Pascal Lamy qu'à José Bové et à la gauche social-démocrate qu'à la gauche de la gauche.

d

Ce premier débat sur l'anti-américanisme est, aujourd'hui, largement interne à la gauche. Il y a une réflexion sur les Etats-Unis, en revanche, qui recoupe, au moins partiellement, le clivage entre la gauche et la droite. C'est sans doute la plus importante.

## II – Les Etats-Unis : une nécessaire réflexion

**L**a réflexion doit porter, d'abord, sur *la réalité de la société américaine*.

La société américaine connaît des dérives - le creusement spectaculaire de l'écart des revenus (avec, en vingt ans, une baisse de près de 10% des ressources des 20% d'Américains les plus pauvres et, à l'inverse, une augmentation de plus de 40% des ressources des 20% d'Américains les plus riches), l'explosion de la peine de mort, le règne de l'argent dans les campagnes électorales, l'emprise de la religion dans la vie publique... La gauche doit les condamner, les combattre le cas échéant et penser les répercussions qu'elles peuvent avoir sur nos propres sociétés.

Mais la société américaine connaît aussi des réussites. Le bilan dressé par Bill Clinton lors de la convention démocrate mérite attention : une croissance moyenne supérieure à 3% entraînant " le plus long cycle d'expansion de l'histoire des Etats-Unis ", la création de vingt-deux millions d'emplois et un taux de chômage inférieur à 5%. En 1992, la revue *Le Débat* s'interrogeait sur les "incertitudes économiques" et se demandait avec lucidité si la puissance économique américaine était "entrée dans un irrémédiable déclin sous la pression des concurrents et du Japon" ou si elle disposait de "capacités de rebond intactes qui la ramèneront en tête après une mauvaise passe".<sup>5</sup> Quelques années plus tard, la même revue analysait, dans un entretien avec Félix Rohatyn, "le rebond américain".<sup>6</sup> Cette évolution, entre le début et la fin des années 90, n'est pas, en soi, originale. Mais, entre-temps, elle a été marquée par des réticences - notamment à gauche - dont on doit reconnaître aujourd'hui

---

5)- *Le Débat*, n°69, mars-avril 1992, Gallimard.

6)- *Le Débat*, n°99, mars-avril 1999, Gallimard.

d'hui, comme Lionel Jospin lors de son voyage aux Etats-Unis en 1998 - qu'elles étaient partiellement erronées. A la croissance revenue, on rétorquait trop souvent mécaniquement "emplois non qualifiés" et "working poors". Ces réalités existent et ce n'est pas pour rien que Al Gore a fait de la lutte contre les inégalités une priorité. Mais, ce faisant, on doutait de la robustesse de la croissance et on négligeait le développement d'internet et de la nouvelle économie. L'Union européenne - avec le plan e-Europe - et la France - grâce, dès 1997, à l'intuition de Lionel Jospin et à la conviction de Dominique Strauss-Kahn, commencent à rattrapper leur retard. Nous n'avons donc pas perdu de temps pour agir. Mais, retenons que, par une insuffisance d'analyse sur la situation américaine, nous aurions pu en perdre.

**L**a réflexion doit porter, ensuite, sur *l'ampleur de la puissance américaine*.

Il y a eu un débat, à la fin des années quatre-vingt, sur *la pérennité* même de cette puissance. Avec, aux Etats-Unis, les thèses de Paul Kennedy dans son célèbre *Naissance et déclin des nations*.<sup>7</sup> Avec, en France, les *Lignes d'horizon* de Jacques Attali qui, au même moment, répertoriait, dans un chapitre sur "les deux espaces dominants", les signes "convergents et irréfutables" du "déclin des Etats-Unis".<sup>8</sup> Ce débat semble derrière nous...

Il y a, en revanche, un autre débat qui porte sur *l'intensité* de la puissance américaine. On doit constater que les Etats-Unis, en cumulant les différents arcs de la puissance - économique-financière, politico-militaire et technoculturel - sont aujourd'hui dans une situation qu'ils n'ont

jamais connu. Mais on peut s'interroger sur le sens de cette domination : ici, Zaki Laïdi défend l'idée que "L'Amérique a cessé d'être une superpuissance car elle a trouvé son maître : la mondialisation"<sup>9</sup> ; là, Hubert Védrine invente le mot "d'hyperpuissance" comme le mieux adapté à la situation nouvelle des Etats-Unis.<sup>10</sup>

**L**a réflexion doit porter, enfin, sur *la nature des relations entre les Etats-Unis et leurs partenaires*.

C'est vrai des relations entre les Etats-Unis et le reste du monde, notamment sur la légitimité et les modalités de l'ingérence.

C'est vrai des relations entre les Etats-Unis et l'union européenne, notamment sur le cycle de l'OMC ou sur les OGM.

C'est vrai des relations entre les Etats-Unis et la France. Parce que ce sont deux "nations-projet", selon la formule d'Hubert Védrine<sup>11</sup>, elles ont oscillé, pendant longtemps, entre fidélité et indocilité. Depuis 1997, elles ont vu se succéder des phases d'accord - notamment pendant l'intervention au Kosovo - et des désaccords persistants - par exemple sur la réforme du FMI ou sur le système anti-missiles.

Reprenons ces trois réflexions autrement. Elles tournent, en réalité, autour de deux mots. Le premier : le libéralisme - avec les régulations, ou les transformations, ou les limites, à lui opposer. Le second : l'interventionnisme - avec les légitimités à construire ou les procédures à inventer.

Si l'on veut aller plus loin encore, en essayant de pas-

---

9)- Zaki Laïdi, *Un monde privé de sens*, Fayard, 1994

10)- cf infra, pages 55-56

---

11)- Hubert Védrine, *Les mondes de François Mitterrand*, p. 133, Fayard, 1996

---

7)- Paul Kennedy, *Naissance et déclin des nations*, Paris, Payot, 1989

8)- Jacques Attali, *Lignes d'horizon*, Fayard, 1990

---

12)- *Un nouvel horizon*, Projet socialiste, Gallimard, 1991

ser ces débats une nouvelle fois au tamis pour n'en conserver que le concentré, c'est même autour d'un seul mot que beaucoup se concentre : le multilatéralisme. C'était déjà l'analyse du Projet socialiste, *Un nouvel horizon*, adopté en 1991, qui, en considérant que l'existence d'une seule superpuissance dans le monde était " le fait à partir duquel il faut repenser toutes les données géopolitiques ", se demandait " si la fin de l'ordre bipolaire ouvre l'ère du chef d'orchestre unique ou celle du concert des nations ".<sup>12</sup> Les Etats-Unis, bien souvent, préfèrent en effet l'unilatéralisme. C'est conforme à leur tradition et, du moins le pensent-ils, à leur intérêt – au moins à court terme. Et c'est précisément là que l'on mesure que la réflexion sur les Etats-Unis est aussi, et peut-être même d'abord, une réflexion sur nous - sur l'Union européenne et sur la France : quelles propositions nouvelles pouvons-nous formuler pour défendre à la fois le principe du multilatéralisme et l'efficacité de l'action ? quelle stratégie pouvons-nous mettre en œuvre pour convaincre les Etats-Unis de la nécessité de faire mouvement ? quel rôle l'Union européenne est-elle capable de jouer ?

d

Une bonne partie des questions posées ci-dessus sont traitées dans cette *Note de la Fondation Jean-Jaurès*. Nous espérons que le moment – quelques semaines avant les élections américaines –, l'auteur – Hubert Védrine, qui conjugue réflexion et action – et la forme – trois discours de fond suivi par un entretien – constitueront des stimulants féconds. Peut-être même ces questions mériteront-elles d'être, à nouveau, abordées dans une prochaine livraison...

**Gilles Finchelstein**

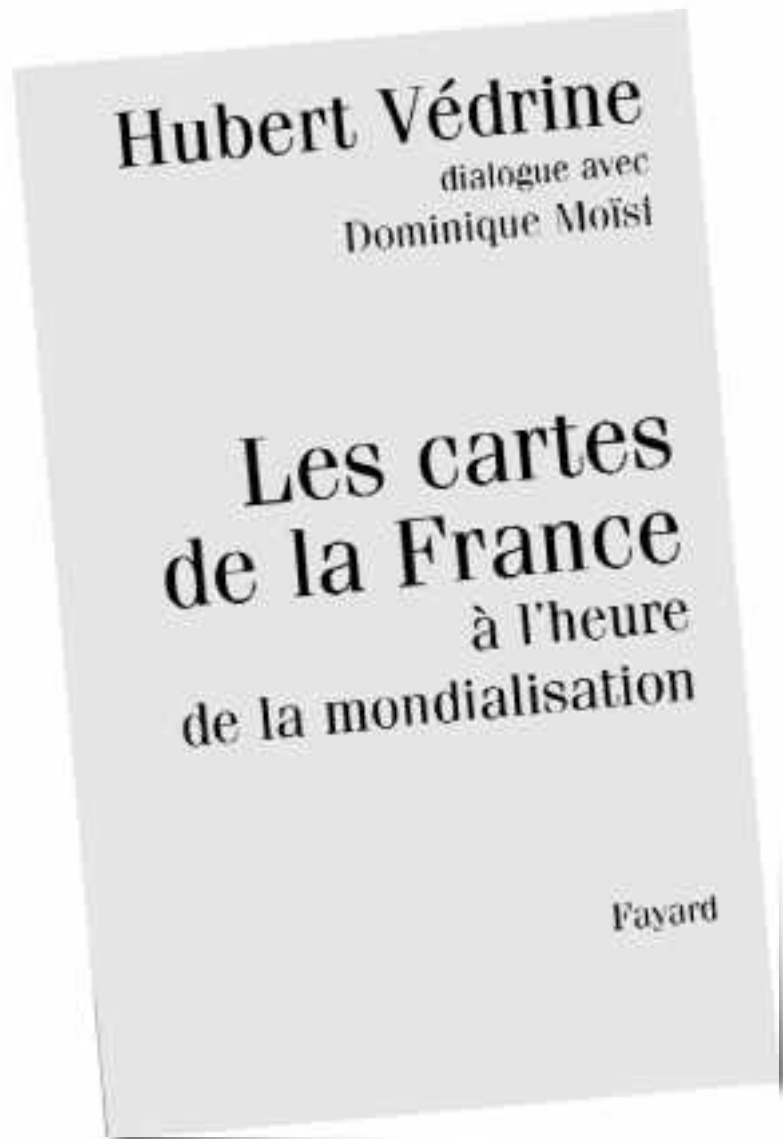
*Délégué général de la Fondation Jean-Jaurès*

---

# L'hyperpuissance américaine

Hubert Védrine

N° 17 septembre 2000



**H**ubert Védrine est Ministre des Affaires étrangères depuis juin 1997.

Il est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de l'Ecole Nationale d'Administration.

Coordinateur pour le Proche et le Moyen-Orient à la direction générale des Relations culturelles du ministère des Affaires étrangères de 1979 à 1981, il est nommé de 1981 à 1986 conseiller technique pour les relations extérieures au Secrétariat général de la présidence de la République. Porte-parole de la présidence de la République de 1988 à 1991, il devient Secrétaire général de la présidence de la République de 1991 à 1995.

Publications :  
- *Les Mondes de François Mitterrand*, Fayard, 1996.

- *Les cartes de la France à l'heure de la mondialisation*, (dialogue avec Dominique Moïsi), Fayard, 2000.



---

# Pour un véritable partenariat \*

Conférence-débat  
à l'Institut Brookings

Washington, 12 mai 2000

\* Discours prononcé à l'occasion du voyage officiel d' Hubert Védrine  
aux Etats-Unis du 11 au 12 mai 2000



**J**e remercie Michael Armacost et Phil Gordon de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de m'exprimer devant une institution dont la vocation est l'organisation du débat et du dialogue entre décideurs politiques et analystes, chercheurs et diplomates, journalistes et experts.

**J**e me réjouis du lancement du Centre sur les Etats-Unis et sur la France au sein de la Brookings. Cette initiative à laquelle j'ai apporté, dès l'origine, tout mon soutien contribuera à une meilleure compréhension entre nos deux pays.

**C'**est à une autre forme de dialogue, et parfois de débat, celui que les Etats-Unis et la France entretiennent, que je consacrerai mon propos. Pour

moi, à titre personnel et de par mes fonctions, la compréhension des Etats-Unis, de leur politique, de leurs objectifs, de leurs motivations, est un impératif essentiel compte tenu du poids exceptionnel qu'ils ont dans le monde, et de la force du message dont ils sont porteurs. Quant au dialogue franco-américain, il est tellement étroit, tellement représentatif, de l'ancienneté et de la constance de notre alliance, tellement fondé aussi bien sur le cœur que sur la raison, qu'il me paraît la chose plus naturelle, qu'il me semble comme allant de soi. Cela n'a pas toujours été le cas.

**I**l s'agit d'un dialogue sans tabou ni exclusive, direct, pratique. C'est l'esprit de mes conversations téléphoniques innombrables avec Madeleine Albright. Ce qui le distingue des relations que chacun de nos pays peut entretenir avec d'autres partenaires, c'est non seulement sa charge affective, c'est d'être aussi tourné vers les actions que nous avons à entreprendre, ensemble ou de manière complémentaire, au sein des institutions dont nos deux pays sont membres, que ce soit le Conseil de sécurité, l'Alliance atlantique et le G8, et il y en a d'autres. Avec votre pays, notre dialogue se situe dans un cadre qui va bien au-delà des relations bilatérales classiques. C'est ce que je voudrais illustrer au travers de quelques dossiers importants tirés de l'actualité.

## Les questions régionales

**P**remier exemple, le Proche-Orient qui domine au cours de cette visite mes entretiens avec l'Administration. Les Etats-Unis et la France partagent un même objectif : une paix juste, globale, durable. C'est le souci de la France et une constante de sa politique. C'est un dossier extraordinairement difficile en raison de la complexité des enjeux, de leur charge symbolique, des contraintes de tous ordres qui pèsent sur des territoires de taille réduite, des résonances politiques de ce problème dans nos pays. Nous cherchons, comme vous, et avec vous, une solution à somme positive, vous diriez une "win win solution", de façon à ce que les peuples de la région puissent, enfin, se consacrer à la construction au Proche-Orient d'un espace de paix durable et de prospérité partagée. Ce sera très difficile, mais je crois que c'est possible.

**L**a politique de la France et des Etats-Unis repose dans cette région sur quelques principes.

**P**remier axe commun de nos efforts, notre attachement fondamental, depuis toujours, à la sécurité d'Israël, Etat proche de vous et de nous de tant de façons, très proche de l'Europe par la géographie.

**D**euxième principe : nous pensons depuis longtemps - nous le disons depuis près de vingt ans - que la formation d'un Etat palestinien, loin d'être

une menace, est au contraire une partie de la solution au conflit du Proche-Orient. Les négociateurs palestiniens sollicitent la médiation américaine comme ils comptent sur notre appui pour jeter les bases de cet Etat. Celui-ci, pour que la solution soit durable, devra être viable : par la délimitation de ses frontières, l'étendue de son territoire, la souveraineté effective qu'il exercera, les moyens dont il disposera. C'est l'intérêt de tous. Je souhaite qu'Israël le comprenne, comme ses dirigeants ont fini par le comprendre.

**Troisième principe** : nous ne pouvons nous substituer aux protagonistes et leur imposer des schémas pré-établis. En revanche, nous maintenons un dialogue constant avec toutes les parties en présence afin de préserver ou de créer un climat de confiance mutuelle. A propos du Liban, et dans la perspective du retrait israélien du Sud Liban, nous conjuguons nos efforts, ce dont témoigne l'activité franco-américaine à la tête du groupe de surveillance, encore ces jours-ci. La France est en outre, vous le savez, engagée en première ligne sur le terrain à travers sa participation à la FINUL. Nous partageons la même conception du rôle du Secrétaire Général des Nations Unies, qui, dans le contexte du retrait israélien du Sud-Liban<sup>1</sup>, aura à se prononcer sur le constat de l'application de la résolution 425. Nous attendons ses recommandations pour déterminer, dans le cadre du Conseil de sécurité, ce que nous ferons dans les prochaines semaines, notamment en ce qui concerne la FINUL.

---

(1)- Après vingt-deux ans d'occupation et avec cinq semaines d'avance sur le calendrier officiel annoncé par Ehud Barak, le retrait israélien du sud du Liban s'est achevé le mardi 23 mai 2000, avant même que l'ONU n'en débattenne.

**Au-delà des blocages immédiats**, nous devons aussi nous projeter ensemble dans l'avenir et réfléchir à la contribution que nos deux pays auront à apporter au développement économique et à la coopération régionale, qui sont les fondements d'un succès durable du processus de paix mais aussi sans doute des progrès de la démocratie dans la région.

**Sur l'Irak**, nous partageons en fait un même objectif : que l'Irak ne redevienne pas une menace. Mais nous pensions, nous Français, que le retour des inspecteurs et un système de vérification sérieux était préférable à l'absence de tout contrôle sur place ; que cet objectif supposait un minimum de coopération de l'Irak avec les Nations-Unies ; qu'il fallait aussi porter remède à la situation dramatique du peuple irakien. L'adoption de la résolution 1284 démontre que, même dans ce cas difficile, Français et Américains ont su remettre le Conseil de sécurité, avec d'autres, en état de travailler par consensus.

**Nous restons fidèles aux termes de cette résolution**. Cependant, la poursuite des bombardements nous éloigne de notre objectif commun, le retour des inspecteurs. La prolongation indéfinie des sanctions affecte durablement et cruellement le peuple irakien sans affaiblir le régime. Comment croire que l'émergence d'une "génération embargo" traumatisée sera bonne pour la paix et la stabilité dans la région ? Votre opinion s'est focalisée sur la personne de Saddam Hussein ; nous pensons aussi à l'avenir de l'Irak et à celui de ses nombreux

voisins. N'est-ce pas le moment pour les Etats-Unis, comme ils le font ailleurs, de faire preuve de clairvoyance, en distinguant mieux le régime et la population ? Ne peut-on garantir la sécurité des voisins de l'Irak par des procédés moins rudimentaires que cet embargo ? C'est une question que nous posons.

**Au Moyen-Orient, l'Europe et les Etats-Unis ont objectivement le même intérêt à la stabilité et au déblocage des situations de crise. Il est d'ailleurs illusoire de penser que la paix serait durable au Proche-Orient si une instabilité structurelle continuait de régner dans son environnement régional. Nous avons ainsi un même intérêt pour la transition d'un pays comme l'Iran vers la modernité.**

**Deuxième exemple**, les Balkans, où nos deux pays ont été au premier rang de l'action diplomatique et militaire, associés de manière quasi-quotidienne dans la gestion des crises des trois dernières années au sein du Conseil de sécurité, du groupe de contact ou du G8.

**Qu'est-ce qui nous a poussés à agir ? Mettre fin à des violations massives des Droits de l'Homme. Pourquoi ? Parce que nous sommes des démocraties, que c'était en Europe et que nous avons vu trop longtemps à l'œuvre Milosevic et ses méthodes, même si c'est une illusion de croire que sa personne est le seul problème des Balkans. Cette crise a ouvert un débat sur la nécessité de concilier la souveraineté des Etats et notre réponse collective à la violation massive des Droits de l'Homme.**

**Dans cette affaire, chacun d'entre nous a fait son analyse, qui a débouché sur des conclusions identiques, au plan diplomatique puis au plan militaire. S'il y a un domaine où le terme de "consultation" a pris tout son sens depuis 40 ans, c'est bien la gestion de la crise du Kosovo.**

**Nous sommes d'accord sur l'essentiel : assurer une transition démocratique dans les Balkans occidentaux, appliquer les accords de Dayton<sup>2</sup> sur la Bosnie, encourager les changements politiques en Croatie, ne pas favoriser la fragmentation continue de cette région en micro-Etats invivables, sanctionner le régime de Belgrade sans pénaliser le peuple serbe, accompagner une évolution maîtrisée au Kosovo vers une autonomie substantielle, notamment en préparant sérieusement et soigneusement les élections locales que nous souhaitons voir se tenir à l'automne. Telle est notre "feuille de route". Nous y travaillons ensemble et avec nos partenaires européens. Veillons à y associer la Russie.**

**Troisième exemple**, la Russie. Comme les Etats-Unis, nous souhaitons que la Russie - son Etat, sa société, son économie - se modernise, devienne un pays normal sur le continent européen et un partenaire fiable dans les enceintes internationales. Si nous avons eu raison sur le fond d'assister la Russie dans la dernière décennie - la

---

(2)- Négocié à Dayton (Etats-Unis) en novembre 1995 et signé à Paris en décembre de la même année, le plan de paix pour l'ex-Yougoslavie prend en compte les aspects de la maîtrise des armements et des mesures de confiance et de sécurité (MDCS). Les engagements souscrits par les parties ont trois objectifs ; le rétablissement de la confiance et de la sécurité en Bosnie-Herzégovine entre la *Republika Srpska*, la Fédération et les institutions communes ; l'établissement de niveaux de force équilibrés et stables les plus bas possibles, compatibles avec la sécurité respective des parties ; l'instauration d'un régime de maîtrise des armements à un niveau régional.

**“ Il n’y a pas de contradiction entre la prise en compte de nos intérêts géopolitiques et l’affirmation de nos valeurs politiques. ”**

Russie a changé, la démocratisation est en cours, la liberté individuelle s’est installée pour la première fois dans l’histoire de ce pays-, les modalités concrètes de notre coopération, les condi-

tions que nous avons posées, se sont révélées souvent inadaptées ; l’effondrement de l’Etat soviétique, qui n’a été remplacé par rien en réalité, a favorisé le développement des mafias et de la corruption. Il faut aujourd’hui à la Russie un Etat moderne, efficace et démocratique et nous devons l’aider à le bâtir.

**A**vec le ministre français de l’Economie et des Finances, M. Laurent Fabius, j’ai proposé à nos partenaires de donner un nouveau cours à notre relation de long terme avec ce grand pays afin “d’aider la Russie à s’aider elle-même”.

**D**ans mon esprit, il n’y a pas de contradiction entre la prise en compte de nos intérêts géopolitiques -dont le succès de la transition en Russie fait partie- et l’affirmation de nos valeurs politiques. C’est précisément parce que nous souhaitons une relation à long terme avec la Russie que mon pays a déclaré que la Russie se fourvoyait en Tchétchénie. C’est pour cette raison que mon pays a désapprouvé de manière ferme la gestion militaire, brutale et violente de la question tchétchène qui inflige des souffrances terribles aux populations civiles. Seule une solution politique permettra à la Russie de sortir de cette impasse. Il est important que les Etats-Unis,

la France et les autres Occidentaux tenions un même langage à M. Poutine, tout cela étant dans l’intérêt même de la Russie.

**V**oilà trois exemples illustrant, je crois, une volonté commune. Je pourrais parler de ce que nous faisons en Afrique, de notre vision de l’avenir de la Chine, de la sécurité en Asie, etc., toutes questions très importantes. Je souhaiterais que nous ayons la même façon de travailler ensemble sur les questions stratégiques.

**L**e dialogue constant dont je viens de donner quelques exemples me paraît s’imposer aussi sur les sujets difficiles, comme aujourd’hui, celui de la défense anti-missiles. Notre position à ce sujet est connue. Je voudrais seulement rappeler les questions que nous nous posons.

**• Première question : quelle est la réalité de la menace et la pertinence de la réponse qui y est apportée ?**

**L**a possession de capacités balistiques par certains pays implique-t-elle automatiquement que ces capacités soient dirigées vers les Etats-Unis et vers ses alliés ? Leur possession implique-t-elle la volonté de s’en servir ? Le développement de tels moyens résulte-t-il d’intentions hostiles à l’encontre des Occidentaux ou d’abord de considérations de sécurité régionale ? En d’autres termes, la prolifération balistique est certainement un problème. Il faut un programme d’ensemble pour la contrôler. La défense

anti-missiles du territoire américain est-elle la solution ? Je rappelle que le Traité ABM (1972)<sup>3</sup> est un traité bilatéral américano-soviétique. La France n'en fait pas partie. Mais toutes les décisions prises auront des implications considérables.

• **Deuxième question :  
quelles seraient  
les implications d'une défense  
anti-missiles pour le contrôle  
des armements et  
la non-prolifération ?**

**a)** pour le contrôle des armements stratégiques : pour nous tous, il y a, historiquement et logiquement, une relation claire entre les réductions des arsenaux stratégiques et le traité ABM. C'est en fonction de ce traité, je le rappelle, et ce qu'il représentait pour la stabilité stratégique, que la France a réduit unilatéralement son arsenal nucléaire, en faisant confiance au système de désarmement et à sa pérennité ;

**b)** sur la non-prolifération : comment éviter, en développant une défense anti-missiles, de donner l'impression que nous abandonnons la lutte contre la prolifération, surtout à un moment où nous voyons d'autres expressions d'un certain scepticisme à l'égard des accords multilatéraux dans ce domaine - je pense bien sûr au rejet du CTBT<sup>4</sup> par le Sénat ;

**c)** quelles sont ensuite les implications d'une défense anti-missiles pour la Russie et la Chine, et donc pour notre capacité à rechercher ensemble le consensus indispensable en matière de désarmement et de non-prolifération ?

**d)** enfin, quelle serait la réaction des proliférateurs éventuels, qui pourraient être tentés de s'engager dans de nouveaux programmes d'armes de destruction massive ? La défense anti-missiles, dans l'hypothèse où elle serait développée et selon la façon dont elle serait développée, ne favoriserait-elle pas une nouvelle course aux armements ?

Telles sont les questions que nous souhaiterions discuter avec notre allié américain. Ce n'est pas une affirmation. Je ne vais pas trancher. Vous avez raison de prendre du temps. Je suis très satisfait des échanges que j'ai eus à Washington. Entendons-nous bien : ce n'est pas à nous de définir les intérêts de sécurité des Etats-Unis. Mais, c'est notre devoir, comme allié, comme partenaire dans l'exercice de nos responsabilités internationales, de mentionner les implications possibles d'une décision que vous pourriez prendre et qui pourrait avoir des conséquences internationales de grande ampleur. Je le dis d'autant plus que tous mes interlocuteurs m'ont indiqué que le Président Clinton n'avait pas achevé sa réflexion et que, parmi les critères de décision, il y avait les répercussions sur la situation stratégique et les intérêts des alliés.

(3)- Le traité ABM (limitation des systèmes antimissiles balistiques) a été signé le 26 mai 1972 à Moscou par les Etats-Unis et l'Union Soviétique, et est entré en vigueur la même année. Le Traité ABM a fait l'objet de protocoles additionnels et d'accords d'interprétation en 1974 sur le nombre de site ABM autorisés et en 1997. Le projet américain "National Missile Defense" de défense de l'ensemble du territoire américain contre une attaque limitée par missiles balistiques supposerait, pour être compatible avec le traité ABM, que des amendements soient apportés à ce Traité. Celui-ci peut être dénoncé avec un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties en cas "d'événements extraordinaires" mettant en cause ses "intérêts suprêmes".

(4)- La France et le Royaume Uni sont les deux premiers Etats dotés d'armes nucléaires à avoir ratifié le 6 avril 1998 le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE ou "CTBT") conclu le 24 septembre 1996.

**“ Je suis convaincu que notre intérêt commun, celui de la France, celui des Etats-Unis, comme celui du maintien de la paix mondiale, exige que soient définies, par la négociation, des règles universelles qui s’imposent à tous et soient respectées par tous. ”**

**N**otre position sur ces questions stratégiques illustre l’une des convictions fondamentales qui se trouvent au cœur de l’action extérieure de la France, la nécessité de règles internationales. Je suis convaincu que notre intérêt commun, celui de la France, celui des Etats-Unis, comme celui du maintien de la paix mondiale, exige que

soient définies, par la négociation, des règles universelles qui s’imposent à tous et soient respectées par tous.

**D**ans notre esprit, ceci signifie que le Conseil de sécurité des Nations Unies -qui est indispensable et irremplaçable- ne soit ni paralysé ni contourné et que sa légitimité soit confortée par une réforme qui lui permette de mieux représenter l’état du monde actuel tout en restant efficace et même en devenant plus efficace.

**M**ais ce souci de règles internationales signifie aussi, dans le domaine commercial par exemple, où les contentieux n’ont rien de neuf, que l’intérêt commun de la France, de l’Europe et des Etats-Unis est de préserver le cadre OMC -le bon cadre pour traiter ces questions- et de promouvoir des normes internationales, qui maximisent les effets positifs de la mondialisation .

**N**ous souhaitons pour ce qui nous concerne

que l’Europe soit un acteur majeur dans l’élaboration de ces règles.

### **A propos de l’Union européenne, un mot sur notre projet de défense européenne.**

**L**’Europe a été bien défendue par l’OTAN. Elle reste bien défendue par l’OTAN. Elle ne vit plus sous la menace qui avait donné naissance à notre Alliance. L’Europe de la défense n’est pas d’abord justifiée par la défense de l’Europe. Mais l’Europe, comme les Etats-Unis, doit faire face à de nouveaux risques. Elle entend, dans ce contexte renouvelé, prendre pleinement sa part à la défense commune et à l’action commune, et être capable de traiter les crises hybrides, les facteurs d’instabilité sur les périphéries souvent troublées. Nous développerons nos capacités européennes pour gérer ces crises, de manière autonome.

**J**e me permets d’insister sur ce chapitre, car je crois profondément que nous devons ensemble, sortir de la situation, anormale, où nous sommes critiqués pour ne pas agir et critiqués aussi dès lors que nous agissons : “we are damned if we don’t, we are damned if we do”. Il faut en sortir en bonne intelligence. Je vous rappelle que c’est sur la base d’idées françaises, partagées avec les Britanniques, puis agréées par les Quinze, que s’organise la relation future entre l’Union européenne et l’OTAN. Autrement dit, le sens de notre projet n’est pas dans la poursuite de je ne sais quelle rêve-



rie solitaire de puissance, mais dans la construction collective d'une contribution à la stabilité de l'ensemble du continent européen.

**C'**est au fond la même démarche que celle qui a inspiré la création de la monnaie unique européenne. Vous aviez été sceptique sur l'euro. Il est vrai que l'entreprise est sans précédent historique : onze Etats, onze nations, se sont accordés pour mettre en commun un élément décisif de leur souveraineté, le pouvoir de battre monnaie. En dix ans nous aurons parcouru en Europe le chemin que chacune de nos Nations avaient mis plusieurs siècles à accomplir. La raison fondamentale de cette mutation sans précédent c'est la constitution d'un marché unique, l'interdépendance sans cesse croissante des économies européennes. Ce sont des raisons intra-européennes qui ont conduit à la création de l'euro. A cet égard, celui-ci remplit bien sa mission de facilitateur des transactions, de garant de la stabilité des prix européens et de facteurs de croissance en Europe. Son actuelle faiblesse externe est un fait conjoncturel de marché qui ne reflète pas les fondamentaux, positifs, de l'Europe qui est en train de renouer avec la croissance. Cependant, nous sommes dans une période de mise en place. Il faut réfléchir aux perfectionnements de pilotage, tant pour le rôle du Président de la BCE que pour le rôle de l'Euro 11.

**L'**Europe nouvelle se construit dans l'ambition, raisonnée, d'agir comme un acteur de rang mondial ; elle est solidaire de ses partenaires extérieurs.

L'Europe est solide, avec de grands pays -France, Royaume Uni, Allemagne- unis sur bien des objectifs.

**La** défense européenne et la monnaie unique sont deux contributions essentielles à la stabilité du continent. Lors de la Présidence de l'Union européenne, la France s'attachera à consolider ces avancées et à promouvoir des réformes institutionnelles pour rendre l'Union plus efficace, en mesure d'assumer la tâche historique de l'élargissement et de développer sa politique étrangère commune. C'est en effet une échéance très importante. Les négociations sont engagées entre les quinze de l'Union Européenne et douze pays candidats. En quelques années, l'Europe peut passer de quinze à vingt-sept Etats membres. D'où plusieurs réflexions, la dernière en date étant celle de M. Fischer -qui s'exprimait à titre personnel- sur le devenir de l'Europe à trente.

\* \*

**J**e m'aperçois que je n'ai pas parlé de l'hyperpuissance. Il ne m'a pas échappé que certaines de mes analyses publiques avaient pu irriter. C'est sur la base d'un malentendu. C'est un constat, pas une critique. Vous êtes évidemment plus qu'une superpuissance de la guerre froide. Une puissance sans équivalent. En Français "hyper" n'est pas péjoratif. Une bonne politique étrangère se forge sur la base d'une analyse réaliste de l'état du monde.

**“ Les conditions sont désormais réunies pour réaliser la mise en place d’un véritable partenariat entre l’Europe et les Etats-Unis. Le temps est venu de partager les risques, mais aussi les responsabilités. ”**

• Nous avons trouvé, je crois, un bon équilibre dans le dialogue France/Etats-Unis. Selon les cas, nous coopérons, nous approuvons, nous critiquons, nous questionnons. Tout cela est normal et se fait, me semble-t-il, dans une sérénité nouvelle que nous n’avons pas tellement connue.

• Sur la base de notre vision du monde, de nos ambitions, de notre action, je suis convaincu que les conditions sont désormais réunies pour réaliser ce qui était impossible naguère, à savoir la mise en place d’un véritable partenariat entre l’Europe et les Etats-Unis. Le temps est venu de partager les risques, mais aussi les responsabilités. Nous sommes des amis anciens, solides, fidèles. Notre dialogue implique la franchise. C’est à cette condition qu’il est intéressant. Nous sommes assez proches pour assumer nos désaccords. Nous devons nous faire confiance. Je parle en tant que Français et en tant qu’Européen. Pour notre part, nous y sommes prêts. c

---

# Pour une synthèse entre réalisme, expérience historique et exigence morale

Institut de Relations  
Internationales et Stratégiques

Paris, 16 mai 2000



**J**e souhaite d'abord féliciter l'IRIS <sup>5</sup> pour avoir choisi pour cette rencontre un sujet aussi sensible que "morale et relations internationales", problème éternel qui prend ces dernières années une actualité et une intensité nouvelles. Je remercie les organisateurs de m'avoir convié à me demander devant vous si "les relations internationales peuvent être morales ?", question qui est très concrète pour un ministre des Affaires étrangères. Elle ne peut être éludée, elle ne doit pas être traitée de façon convenue. Encore faut-il bien en définir les termes.

**“Les relations internationales peuvent-elles être morales ?”** S'interroger de cette façon, n'est-ce pas admettre comme une évidence que les relations internationales sont intrinsèquement immorales ou ammorales ; que les Etats, acteurs des relations

---

(5)- L'Institut de Relations Internationales et Stratégiques a été créé en 1989 par Pascal Boniface. Directeur de l'IRIS, Pascal Boniface est responsable de la formation du "DESS d'Etudes Stratégiques" à l'Université Paris-Nord.

**“ Proclamations moralistes et résultats moraux ne se confondent pas toujours. A quelques situations historiques près, le manichéisme est dans les esprits, rarement dans les faits. ”**

internationales, ne peuvent agir que comme les princes de Machiavel, par la ruse et la mauvaise foi ; qu'un impératif moral simple et facile à énoncer devrait dicter toujours l'action à mener, mais que les Etats s'y dérobent ; n'est-ce pas reprendre à son compte cette vision selon laquelle les Etats,

immoraux, seront contraints sous la pression des opinions, des médias, des ONG, des juges, de la fameuse société civile, de mener enfin une politique morale jusque et y compris dans leurs relations internationales ? Eh bien, il n'y a pas un seul de ces présupposés qui ne soit contestable et discutable même si chacun comporte aussi une petite part de vrai. Entendons-nous : comme tout un chacun, j'exècre les tyrannies, j'aspire à un monde juste et pacifique ; mais par quels moyens y parvenir ? A cet égard, dans mes fonctions de ministre, je sais que proclamations moralistes et résultats moraux ne se confondent pas toujours, pas plus que droits-de-l'homme et meilleur respect des Droits de l'Homme.

**P**ourquoi disais-je que ces postulats sont contestables ? Non seulement parce que les Etats ont profondément changé mais parce qu'il est rarissime que les dirigeants d'aujourd'hui aient à choisir entre une solution morale et une solution immorale. A quelques situations historiques près, comme le combat contre Hitler, le manichéisme est dans les esprits, rarement dans les faits. Dans la quasi totalité des cas, les diverses solutions envi-

sageables ont des implications multiples et contrastées sur tous les plans : éthiques, stratégiques, économiques, etc. Elles sont presque toujours ambivalentes du point de vue moral comme des autres perspectives. Quelques exemples, quelques réflexions tirées de l'histoire contemporaine.

**I**l est clair, avec le recul, qu'il aurait fallu arrêter Hitler dès le début. Mais n'eut-il pas été encore mieux de concevoir le traité de Versailles autrement, de ne pas saigner l'Allemagne à blanc avec les réparations et de ne pas prétendre juger Guillaume II comme seul fauteur de guerre ?

**H**arry Truman devait-il ou non utiliser la bombe A pour hâter la fin de la guerre en Asie, ou fallait-il au contraire proscrire absolument tout recours au nucléaire ? Le débat se poursuit. La réponse serait sans doute plus facile à donner si Roosevelt l'avait eu deux ou trois ans plus tôt et s'il avait pu ainsi gagner tout de suite la guerre en Europe et stopper la solution finale.

**A**u vu des effets que cela a eu, Eisenhower a sans doute eu tort de retarder la progression des armées américaines jusqu'à ce que les armées soviétiques soient prêtes à entrer en même temps qu'elles dans Berlin. Cependant il n'a pas agi ainsi par immoralisme ni par désintérêt pour l'avenir de l'Europe de l'Est, mais parce que les Etats-Unis à ce moment là voulaient préserver l'alliance avec les soviétiques jusqu'à la fin de la guerre dans le Pacifique.

**E**tait-ce immoral de signer Yalta ? Que ne l'a-t-on dit. Mais Yalta prévoyait des élections libres partout. Donc était-ce immoral ou simplement crédule ?

**F**allait-il boycotter radicalement l'Union soviétique dès ses débuts, ou négocier âprement et constamment avec elle, l'amollir par les armes de la paix, du commerce, tout en la contenant et en la dissuadant ?

**E**n lâchant le Shah d'Iran, Jimmy Carter n'avait pas pour objectif d'installer au pouvoir pour longtemps la révolution islamique.

**L**a décision américaine de bombardier le Cambodge pour hâter la fin de la guerre au Vietnam a précipité de proche en proche le Cambodge en enfer.

**T**ous les moyens paraissaient bons, quelques années plus tard, pour chasser l'Union soviétique d'Afghanistan. Mais que penser du formidable encouragement et soutien qui a été ainsi apporté aveuglement à l'extrémisme islamique et au terrorisme international et, au bout du compte, aux Talibans, ce dont on mesure encore les effets ?

**L'**ONU devait-elle proclamer en Bosnie des zones de sécurité pour les musulmans ? Décision alors saluée comme enfin courageuse, enfin morale, alors que l'ONU n'avait pas les moyens de les faire respecter et qu'elle a mis en danger

de mort ceux qui ont cru à ses promesses.

**J**e pourrais évoquer bien d'autres exemples où qui voulait faire l'ange a fait la bête.

**T**outes ces questions sont extraordinairement compliquées. Le désir de donner une base morale aux relations internationales est louable et compréhensible. Mais elle ne fournit pas, par la seule noblesse de ses intentions la clé, le passe-partout pour trancher rétroactivement dans tous les cas de façon sûre ces dilemmes passés, pour définir aujourd'hui une politique meilleure face la guerre en Tchétchénie à la Russie, à l'Iran, à l'Afrique des Grands Lacs, à la Chine, aux Balkans, à l'Afghanistan, etc. ?

**J**e trouve que, contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, l'on ne réfléchit plus assez dans notre pays sur ces sujets géopolitiques, sur l'histoire, sur la géographie, la stratégie, l'enchaînement des causes et des conséquences. Ce colloque fait heureusement exception. On se contente trop souvent de prendre des positions. Ce n'est pas la même chose. On parle chaque jour du mal absolu des années 30 et 40. Il doit être évidemment condamné. Le devoir de mémoire est indispensable. Mais il faut aussi analyser. Or on se cantonne parfois à des rituels expiatoires, en croyant qu'ils suffisent à notre salut démocratique. Si l'on veut éviter la répétition des drames, il ne suffit pas d'en condamner les résultats atroces. Il faut faire plus, remonter aux causes lointaines, démonter les

**“ Stigmatiser l’horreur est un devoir ; se rappeler ce qui peut y conduire sans amalgame, ni anachronisme, est un devoir non moins impérieux. ”**

engrenages, mettre en lumière les enchaînements. La marche vers la seconde guerre mondiale ne peut être comprise aujourd’hui que si on fait remonter le travail de mémoire aux conséquences de la guerre de 14/18, aux erreurs

de Versailles, à l’hémorragie démographique, au pacifisme viscéral qui en a découlé, à l’humiliation, au désir de revanche, à la peur de l’Union soviétique et du bolchevisme, au retrait américain, à l’aboulie des démocraties, et bien sûr à la crise, à l’hyper-inflation, et la déstructuration sociale en l’absence de tout filet de secours, bref à tout ce cocktail explosif de l’époque, qui le distingue si radicalement de l’Europe d’aujourd’hui qu’on a du mal rétrospectivement à le concevoir. Stigmatiser l’horreur est un devoir ; se rappeler ce qui peut y conduire est un devoir non moins impérieux. Il faut le faire sans amalgame, ni anachronisme si l’on veut étouffer dans l’œuf ces phénomènes dans le monde réel d’aujourd’hui.

**N**ous sommes bien là au cœur de votre sujet. J’ajoute qu’un autre facteur peut faire préférer le rituel des condamnations à l’analyse qui conduit parfois à des interrogations embarrassantes : c’est celui de l’hubris<sup>6</sup> occidentale, cette formule d’orgueil. Elle marque en effet, le contexte -celui des années 90 et d’après la chute du Mur- dans lequel resurgit comme un impératif catégorique immédiat la moralisation des relations internationales. Je dis resurgit car cette attente a parcouru le siècle.

(6)- Terme grec désignant tout ce qui, dans la conduite de l’homme, est considéré par les dieux comme démesure, orgueil et qui doit appeler leur vengeance.

D’abord, il y a 80 ans, les ambitions du Président Wilson en 1918 “nous allons à présent rendre les hommes libres”, espérances déçues dans les conditions que l’on sait ; celles, il y a 60 ans, de Roosevelt, dans la Charte de l’Atlantique avec Churchill ; en 1945, celles des rédacteurs de la Charte des Nations enfin unies, qui se brisèrent pendant plus de 40 ans, c’est à ce moment là que certains élaborèrent la théorie de la fin de l’histoire sur la guerre froide ; celles enfin, il y a 10 ans, de Georges Bush, plus triomphantes encore, voyant en mars 1991 “un nouveau monde venir sous nos yeux”. Nous en sommes là. L’impatience actuelle de ce nouveau wilsonisme s’explique par cette longue période d’attentes déçues ou trompées et le “plus jamais cela” se nourrit de cette exaspération, comme si nous ne sortions qu’aujourd’hui de la Seconde guerre mondiale. L’occident pense avoir gagné la troisième guerre mondiale, je veux dire la guerre froide, n’aperçoit plus aucune limite à son ascendant et, porté par sa supériorité technologique, ne voit plus de raison de ne pas imposer partout ses conceptions. Ce qui ne laisse pas, au-delà de la légitimité de cette conception, de poser quelques questions. J’en retiendrai deux :

• **la première** : qu’est-ce que se comporter de façon morale ? Quelles en sont les implications et les limites sur les ventes d’armes, sur l’aide au développement, sur nos relations avec les régimes non démocratiques,

**“ L’occident pense avoir gagné la troisième guerre mondiale, je veux dire la guerre froide, et ne voit plus de raison de ne pas imposer partout ses conceptions. ”**

sur la justice internationale ? Y-a-t-il un critère moral en soi qui l'emporte sur tous les autres ? Y-a-t-il une façon morale de concevoir et de négocier la paix au Proche-Orient ? Doit-on alors, pour des raisons morales, renoncer comme certains le pensent à la dissuasion nucléaire, ou à toutes relations avec les peuples qui vivent sous des régimes dictatoriaux ? Peut-on se borner à parler, juger, condamner, et abandonner en fait la politique étrangère à d'autres puissances ou entités ? En un mot, la morale se juge-t-elle aux intentions ou aux résultats ?

• **la seconde** : comment obliger les autres à respecter la morale, sous entendu : ceux qui n'en ont pas la même conception ? Ce qui nous amène à la même question qu'à propos de l'ingérence : qui s'ingère chez qui, au nom de quoi, pour faire quoi ? On peut ajouter : qui prétend démocratiser qui ? Qui prétend moraliser qui ? Dans les faits, la réponse est simple : c'est nous, les Occidentaux, même si nous réussissons parfois à faire en sorte que ce soit le Conseil de sécurité qui décide, et si nous pensons toujours incarner "la communauté internationale". La Chine veut peut-être lutter contre une certaine hypocrisie occidentale ou résister à ses injonctions, mais elle ne prétend pas modeler l'Occident à son image.

**Se** poser ces questions, c'est simplement faire écho à des interrogations entendues dans des dizaines de pays où de plus en plus nombreux sont ceux qui acceptent, et même qui revendiquent,

l'idée qu'il y a des valeurs démocratiques réellement universelles à commencer par les droits vitaux, fondamentaux de l'Homme, mais n'acceptent pas pour autant de se voir imposer par nous comme un bloc les conceptions et les productions sociales, économiques, politiques et juridiques de l'Occident. Or mon expérience est que l'Occident, habité comme à la grande époque coloniale par l'évidence de sa mission civilisatrice (pour parler comme Jules Ferry), ne fait pas toujours ce qu'il faut pour se faire entendre.

**Je** suis convaincu que si l'on continue de refuser de prendre en compte ce problème, au nom de la condamnation de toute forme de relativisme sur les valeurs et donc d'ambiguïté, alors qu'il s'agit de tout autre chose ; si l'on continue de raisonner à propos de la démocratie -comme d'ailleurs de l'économie de marché- comme s'il s'agissait d'y convertir les infidèles -un "big bang" de la foi- et non d'y arriver par un processus de maturation économique, social et politique qu'il faut hâter ; si l'on s'en tient à un schéma de progrès linéaire uniforme et universel, sensé devoir s'appliquer partout quelles que soient les circonstances ; si nous considérons que l'indignation de l'opinion occidentale et de nos médias est une source de légitimité suffisante pour toute intervention ; si nous considérons que toute défense de la souveraineté nationale revient à couvrir les crimes que parfois on a commis ou laissé commettre en son nom, nous allons au devant de graves déconvenues, et nous ne manquerons pas d'occasions de nous lamenter de voir nos espérances

constamment déçus. Nos excommunications risquent alors de renforcer les résistances à nos objectifs, et que nous aurons ainsi contribué à façonner un monde encore plus rétif aux conceptions qui nous sont chères et que nous voudrions voir triompher.

**C'**est pourquoi, après ces quelques remarques peut-être décapantes, pour des raisons où la morale a toute sa place, et au nom de l'éthique de responsabilité qui m'inspire dans mes fonctions, j'estime que la seule voie constructive est de travailler à une synthèse des aspirations éthiques et des exigences de la réalité, de réfléchir aux unes et aux autres en tenant compte non seulement de nos convictions mais aussi des messages et des avis venus du monde entier. La réponse tient en quelques principes :

**1)** Préserver le principe de la souveraineté nationale car elle reste le fondement d'un monde stable, lieu d'expression d'une volonté politique démocratique, et le support de la définition de règles librement négociées et respectées.

**2)** Mais en faire évoluer la pratique en l'exerçant de plus en plus en commun, en s'inspirant de l'exemple européen, et en proscrivant et en rendant impossibles les abus voire les crimes commis en son nom ou sous sa protection. Cela suppose une réforme du Conseil de sécurité pour qu'il redevienne pleinement

***“ J'estime que la seule voie constructive est de travailler à une synthèse des aspirations éthiques et des exigences de la réalité, en tenant compte non seulement de nos convictions mais aussi des messages et des avis venus du monde entier. ”***

représentatif et donc légitime et plus efficace ; cela implique surtout une responsabilisation de l'usage du veto pour qu'il ne soit plus détourné de sa fonction en étant utilisé pour empêcher des interventions humanitaires urgentes. Or il faut que les éventuelles décisions d'ingérence émanent de la communauté internationale toute entière, ce qui ne sera pas le cas si le recours au Conseil reste bloqué. Celui-ci sera alors contourné. Et ce n'est pas souhaitable, car se serait ouvrir la boîte de Pandore. Chacun agissant au nom de ses propres convictions dissimulant mal ses propres intérêts.

**3)** Au-delà du Conseil de Sécurité, réformer les autres institutions multilatérales -leur composition, leur rôle, leurs méthodes- : Organisation mondiale du commerce, organisations spécialisées du système des Nations Unies, institutions financières internationales, pour qu'elles soient plus représentatives, mieux gérées et plus efficaces. Ne pas entretenir une indignation bruyante et vaine sur le thème du fiasco ou de la perte de crédibilité de l'ONU chaque fois que les Nations, mêmes unies, n'arrivent pas à faire des miracles, comme en Sierra Leone. Mais faire le maximum et être persévérant.

**4)** Définir après une concertation mondiale, et pas seulement occidentale, des règles économiques qui permettent de valoriser les meilleurs aspects de la globalisation et de prévenir ou de contenir ses aspects négatifs. C'est un thème cher au Président et au gouvernement. Le Premier ministre a fait des propositions précises à ce sujet devant



l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 1999. Vous allez débattre de ces questions cet après-midi et demain.

5) Organiser la multipolarité : nous devons approfondir cette orientation stratégique de notre diplomatie et surmonter les contradictions qu'elle peut receler. Cela suppose d'être un peu plus précis sur ce que l'on entend par les pôles et de consolider la relative sérénité que nous avons atteinte dans notre relation avec les Etats-Unis, pôle majeur quoiqu'il arrive, et continuer de leur dire oui ou non selon nos intérêts et nos analyses. Ensuite de préciser quel genre de Russie, quel genre de Chine nous voulons voir émerger comme pôles ; et la réponse est : plus modernes, plus démocratiques, pacifiques et stables. Comment encourager ces évolutions au mieux doit être l'un de nos soucis et requiert des réflexions plus poussées. Sur l'Inde, la question est de savoir comment favoriser l'élargissement des intérêts et du champ d'action de ce pays. On évoque parfois le Mercosur, bien que cela ne soit qu'un marché commun en formation. Si nous voulons l'encourager à aller plus loin, il nous faudra donner une perspective concrète à la négociation commerciale UE/Mercosur qui vient de s'ouvrir, même s'il est normal d'exiger que les concessions soient équilibrées. Enfin, pour l'Europe, notre volonté qu'elle soit une puissance et non pas seulement un espace est connue depuis longtemps. Mais aujourd'hui cela passe par une réponse à la question : comme faire fonctionner une Europe à trente <sup>7</sup> ? Je me réjouis

---

(7)- Pour une réponse détaillée, Pierre Moscovici, *Demain l'Europe à trente ?* Politique internationale, n°83, printemps 1999 et *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, Entretien avec Pierre Moscovici*, n°12 juin 1999.

qu'à cette question que je pose depuis 1997 des réponses diverses commencent à apparaître allant des plus pragmatiques - il faudra plus de souplesse -aux plus fédéralistes- il faut un noyau dur -.

Les dernières propositions en date dans l'esprit "fédéraliste" sont celles de Jacques Delors et de Joschka Fischer <sup>8</sup>. Le débat s'engage et s'intensifie. J'ai fait à ce sujet deux remarques. La première : nous serons présidents pendant les six mois où les Quinze espèrent conclure, et ils comptent d'abord sur nous, pour la CIG. A ce titre, notre rôle n'est pas de diviser ; nous devons aider à faire émerger la solution la plus ambitieuse possible, mais une solution consensuelle. Deuxième remarque : si les coopérations renforcées sont vraiment assouplies, elles pourront être utilisées à des fins très diverses, des plus pragmatiques aux plus audacieuses.

6) Préserver la diversité culturelle et juridique du monde, ce qui va bien au-delà du nécessaire combat pour la langue et le cinéma français et doit être mené de façon à entraîner tous ceux qui, dans le monde, refusent le nivellement. C'est un des aspects de la sauvegarde des souverainetés.

7) Renforcer la lutte contre l'impunité -hâter par exemple la ratification de la CPI <sup>9</sup>- mais ne

---

(8)- Voir notamment *Les Notes de la FJJ, "Quo vadis Europa ? Les avènements de l'Union européenne"*, Lionel Jospin, Jacques Delors, Joschka Fischer, Giuliano Amato, Hubert Védrine, n°16, juillet 2000.

---

(9)- La Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale, qui s'est tenue à Rome les 15-17 juin 1998, a adopté le statut de Rome de la Cour Pénale Internationale le 17 juillet 1998. "Il ne peut y avoir de justice au niveau mondial à moins que les pires des crimes - les crimes contre l'humanité - ne relèvent de la loi. A notre époque plus que jamais, nous reconnaissons que le crime de génocide commis contre un seul peuple constitue véritablement une attaque contre tous : un crime contre l'humanité. La création d'une cour criminelle internationale garantira que la réaction de l'humanité soit rapide et qu'elle soit juste" Kofi Annan

pas alimenter de nouvelles illusions sur la judiciarisation des relations internationales et la sortie des tragédies. Les politiques doivent respecter le rôle des juges, mais ne pas se défaire sur eux de leur propre responsabilité. Il ne faut pas attendre de la justice plus que son rôle.

8) Reconnaître et tirer profit de l'action et des propositions des nouveaux acteurs de la vie internationale -ONG, médias, institutions diverses- mais leur demander la même transparence que celle qu'ils exigent des gouvernements et qui est de plus en plus honorée ; dialoguer avec eux sur le thème de la responsabilité, qui ne peut être l'apanage des seuls Etats. C

---

# “L'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle”

Institut Français des  
Relations Internationales<sup>10</sup>,

Paris, 3 novembre 1999

---

(10)- L'Institut Français des Relations Internationales, né, en 1979, de la transformation par Thierry De Montbrial du *Centre d'études de politique étrangère*, a pour mission de développer la réflexion sur les grandes questions internationales contemporaines.



Comment analysons-nous le monde dans lequel nous vivons depuis la disparition de l'URSS, fin décembre 1991 ? Quelles leçons tirons nous de ces huit années ? Quels sont maintenant nos objectifs et qu'allons-nous faire pour les atteindre ? Personne ne conteste que l'implosion d'une des deux superpuissances ait marqué la fin de la guerre froide. Mais après ? Personnellement, je n'ai jamais pensé que nous avions atteint alors la "fin de l'histoire"<sup>11</sup> -même sous la forme plus nuancée introduite depuis par Francis Fukuyama<sup>12</sup>- tout simplement parce que je n'assimile pas automatiquement "économie de marché" à "démocratie" et ces deux termes à "fin des conflits". Ni que nous étions alors entrés dans un

---

(11)- Lire l'article intitulé " *The end of history* ", publié en 1989 dans la revue conservatrice *The National Interest*., puis sa thèse initiale développée dans l'ouvrage " *La fin de l'histoire et le dernier homme* ", Flammarion (1992). Il faut noter que l'article a été rédigé avant la disparition de l'URSS en 1991.

(12)- Francis Fukuyama était à cette époque, chercheur à la RAND Corporation, Santa Monica (Etats-Unis), conseiller au département d'Etat.

**“ La suprématie américaine d’aujourd’hui s’exerce aussi bien sur l’économie, la monnaie, la technologie, les domaines militaires que sur les modes de vie, la langue et les produits culturels de masse, modelant les pensées et fascinant jusqu’aux adversaires des Etats-Unis. ”**

“nouvel ordre international” fondé sur la suprématie de la loi internationale, garantie s’il le fallait par des guerres pour le droit, contrairement à l’annonce optimiste du président Bush.

**J**’ai plutôt pensé alors que nous entrions dans un monde plus libre, mais aussi dans une phase de transition turbulente mar-

quée d’abord par la débâcle de l’URSS dont les conséquences à la fois heureuses et déstabilisantes se feraient sentir longtemps. Comme autrefois celle de l’empire ottoman ou d’autres empires, cette débâcle a été plus ou moins maîtrisée. Bien, en Europe centrale en raison de l’attraction de l’Union européenne, plus ou moins bien, en Asie centrale, mal, dans les Balkans et le Caucase. Autre caractéristique de cette transition : la coexistence, plus ou moins cohérente, dans le monde, de plusieurs systèmes de valeurs et de règlements des conflits internationaux et cela malgré l’unité apparente due à la globalisation. Période dans laquelle nous sommes toujours, sans que cela ait le moindre rapport avec le pseudo tournant du siècle, ou pis encore avec celui du millénaire, qui, selon le système décimal, permettez-moi cette petite pique, n’interviendra qu’à la fin de la 2000<sup>ème</sup> année de l’ère chrétienne, soit le 31 décembre 2000. Je me garderai donc de toute prévision pour le XXI<sup>e</sup> siècle (qu’ont pu imaginer de sérieux les hommes de 1899-1900 sur le XX<sup>e</sup> siècle ?). A fortiori pour le

III<sup>e</sup> millénaire (qu’ont bien pu penser les hommes des années 999-1000 ? Comment pourrions-nous concevoir l’année 2099, ou 2999 ?). Rappelons-nous la phrase de l’humoriste : “ la prévision est un art difficile, surtout quand elle porte sur l’avenir “ mais essayons malgré tout de prévoir les tendances d’avenir, de rechercher avec sérieux des solutions aux problèmes du monde d’aujourd’hui qui seront toujours les nôtres en janvier prochain.

**“ La question pour cette hyperpuissance sans précédent est de savoir comment se comporter face à ses adversaires, mais surtout à l’égard de ses alliés et partenaires. ”**

\* \*

**J**’en vois deux principaux : quels types de rapports de puissance et/ou de coopération vont s’établir entre les principaux pôles du monde global qui incarnent la démocratie et l’économie de marché ? Quels rapports entretiendront cet ensemble multipolaire avec ceux qui acceptent ces principes mais sont loin de les respecter en pratique, ou avec les forces qui les contestent, ou avec les pays qui sont imparfaitement intégrés dans ce mouvement ? Les deux sujets sont bien sûr liés.

**1)**- Le premier problème concerne en premier lieu le rôle et la place des Etats-Unis et leurs relations avec l’Europe. Pour ma part, j’estime que depuis 1992 le terme de “superpuissance” ne suffit plus pour décrire les Etats-Unis. Terme trop connoté “guerre froide”, et trop exclusivement militaire, alors que la suprématie américaine d’au-

jourd'hui s'exerce aussi bien sur l'économie, la monnaie, la technologie, les domaines militaires que sur les modes de vie, la langue et les produits culturels de masse qui submergent le monde, modelant les pensées et fascinant jusqu'aux adversaires des Etats-Unis. C'est pourquoi j'emploie le terme "d'hyperpuissance" que les médias américains jugent agressifs en raison de la connotation pathologique "d'hyper", alors qu'il n'est que descriptif. La question pour cette hyperpuissance sans précédent est de savoir comment se comporter face à ses adversaires, j'y reviendrai, mais surtout à l'égard de ses alliés et partenaires.

**F**idèles à ce que pense l'Amérique d'elle-même et du reste du monde depuis deux siècles, la plupart des grands responsables ou des grands analystes américains ne doutent pas un instant que les Etats-Unis sont la "nation indispensable" et que celle-ci doit, dans l'intérêt de l'humanité, rester prépondérante. Il peut arriver à Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski, ou Samuel Huntington de s'interroger sur la meilleure manière de préserver ce leadership et de prévenir les réactions contre une hégémonie trop pesante. Mais sur le fond, il n'y a pas de doute chez les Américains et les plus francs d'entre eux n'hésitent pas à rappeler que le monde contemporain est directement issu de la faillite totale de l'Europe dans la conduite de ses propres affaires et de celles du monde durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. A supposer que les Européens veuillent vraiment ensemble devenir une "puissance" -ce à quoi la France s'emploie mais

qui suppose que les Européens surmontent la contradiction entre élargissement et renforcement de l'Europe- l'aptitude des Etats-Unis à accepter avec qui que ce soit et notamment avec l'Europe, un partenariat autre que momentané ou partiel, et à passer de l'unilatéralisme au multilatéralisme, reste à démontrer. Nous voulons y croire. Cette interrogation est sous-jacente à toute la question de la politique étrangère européenne commune et de la défense européenne. Pour la France, elle revêt une importance particulière puisque le monde multipolaire qu'elle appelle de ses vœux ne se conçoit pas sans un pôle européen fort.

**2)**- L'autre grand problème des prochaines années concerne la question de l'universalité, c'est-à-dire principalement celle des rapports entre "l'Occident" et tous les autres. J'emploie ici le terme "Occident" bien qu'il n'ait théoriquement aucun sens géopolitique, pas plus que le terme "euro-atlantique" d'ailleurs, mais parce qu'il est d'usage courant et qu'il dit bien ce qu'il veut dire, surtout quand il est employé en lieu et place de "monde libre".

**L**es autres ? C'est d'abord la Russie, partenaire des grands pays occidentaux, membre du Conseil de sécurité et du G8 et la Chine, qui est également au Conseil de sécurité, mais cela concerne des dizaines d'autres pays. Comment l'Occident d'aujourd'hui se voit-il ? D'abord comme un vainqueur. Vainqueur de l'histoire, -d'où la tentation d'en proclamer la fin- vainqueur de l'URSS après l'avoir été du nazisme et du fascisme, selon une vision

linéaire en deux étapes 1945, 1989-91. Ensuite comme expression de l'universel. Celui de l'économie globalisée par les technologies, celui des hommes unifiés par la simultanéité des images, celui des valeurs surtout, en partant des valeurs de base, démocratie et économie de marché, et les déclinant en libertés individuelles, libertés économiques, Etat de droit, élections libres, médias libres, juges indépendants, respect parfait des Droits de l'Homme, etc. Un tel programme devrait faire l'unanimité. Et pourtant, les contestations sont nombreuses. De nombreux pays y résistent pour des raisons diverses bonnes ou mauvaises. Partout dans le monde, des hommes et des femmes, acquis aux idées démocratiques, ont quand même le sentiment que l'Occident instrumentalise, parfois inconsciemment, des valeurs réellement universelles pour imposer son système et son influence. Il ne faut pas être choqué par cela mais chercher à comprendre.

**P**ourtant, face à ces contestations, l'Occident réagit le plus souvent avec assurance et la conviction de son bon droit. Il s'agit à ses yeux, soit de retardataires qu'il faut alors inciter amicalement mais vigoureusement à rejoindre sans tarder la démocratie et l'économie de marché, soit de "parias" selon le terme américain, qu'il faut frapper d'ostracisme, on aurait dit dans d'autre temps excommunier. Le désir de voir la démocratie régner dans le monde, les conflits réglés pacifiquement et les Droits de l'Homme respectés partout est louable. C'est à l'évidence notre grand objectif commun. On ne peut cependant manquer de constater que les

déclarations, exhortations, incitations, menaces ou sanctions de l'Occident ou des pays les plus riches, ne produisent pas immédiatement les effets escomptés : la controverse sur le couple valeurs occidentales/valeurs universelles, ou sur l'association bon droit de l'Occident/consensus universel, ne cesse de resurgir. Certains y voient même un conflit de civilisations non surmonté, peut être même non surmontable. Ce qui n'est pas mon avis.

## Quelques exemples

**A**u delà du chapitre VII de la Charte <sup>13</sup>, l'Occident se reconnaît un "droit d'ingérence" ou d'intervention, en cas de drames humanitaires ou de massacres, en contournant le Conseil de sécurité s'il le faut, et proclame caduque ou relative dans ce cas la souveraineté des Etats. Beaucoup d'Etats du sud répliquent que leur souveraineté, durement conquise, est leur dernière protection et demandent : qui s'ingère chez qui et de quel droit ?

- l'Occident exige des autres la démocratie instantanée ; les autres répondent : laissez-nous du temps, comme vous en avez eu vous-mêmes. Les pays émergents ajoutent "ouvrez vos marchés" ; et les autres pays du Sud : "nous avons encore besoin d'aide au développement" ; sur le plan de la sécurité, l'Occident interdit aux autres les armes les plus redoutables dont il dispose lui-même et veut limiter et ralentir la diffusion des technolo-

(13)- Charte des Nations Unies, Chapitre VII " Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression " article 39 à 51. L'ensemble de la Charte est disponible sur le site [www.un.org](http://www.un.org)

gies à double tranchant, dites duales, dont la liste est extensible. L'Occident veut pouvoir dissuader, réprimer, battre et punir mais ne supporte pas d'être simplement menacé invoquant contre les armes de destruction massive le principe de précaution ; les pays du Sud disent qu'ils ont droit eux aussi à la sécurité et que l'Occident qui n'a jamais été aussi puissant, ne peut à tout propos invoquer sa sécurité pour les empêcher de se développer ;

- en matière de justice internationale, il en va de même. Là où nous sommes convaincus qu'il s'agit de progrès du droit, du recul de l'impunité, etc. beaucoup de pays, même signataires du texte créant la Cour pénale internationale, voudraient être sûrs qu'il ne s'agit pas que de la projection au-delà des frontières du pouvoir nouveau des juges occidentaux. Sans parler de ceux qui ne l'ont pas signé, ce qui est bien regrettable, pour des raisons nationales... Parmi ceux-là, des pays importants.

- il en va de même en matière de droit du travail, de protection de l'environnement... Les Occidentaux veulent mettre fin à des situations intolérables, comme le travail dangereux pour les enfants ; les pays en développement pensent que jamais les pays développés n'auraient pu décoller avec de telles contraintes.

**T**ous les pays ne soulèvent pas toutes ces objections. Mais il n'y en a pas qui ne se pose aucune de ces questions.

**L**e paradoxe de l'attitude actuelle des pays occidentaux est qu'elle mêle générosité vraie et cynisme éternel. Nous sommes si fiers du niveau de démocratie que nous avons atteint que nous voudrions sans attendre y amener le monde entier de gré ou de force. Mais est-ce qu'en exigeant des pays qui n'en sont pas encore là, de respecter tout de suite des normes démocratiques que nous avons mis nous-mêmes deux ou trois siècles à édifier, en leur refusant les étapes intermédiaires par lesquelles nous avons du passer sans pour autant être en mesure de leur proposer de raccourci assuré, est-ce qu'en réalité nous ne leur maintenons pas la tête sous l'eau ? Cette interrogation peut choquer. Mais on ne peut la balayer d'un revers de main. Les avis sont très partagés, néanmoins nombre des cent quatre-vingt huit pays de l'ONU le pensent.

**E**n Europe, aujourd'hui, ce débat sur le rythme est presque impossible, parce que confondu avec un autre, tout à fait différent, sur le "relativisme culturel". L'idée que la démocratie soit bonne pour les Occidentaux et mauvaise ou superflue pour des Chinois ou des Africains, par exemple, est évidemment absurde, choquante et indéfendable. Aussi n'est-ce évidemment pas le sens de mon propos. Mais force est de constater que nous ne connaissons pas les formules magiques qui transformeraient en un instant la Chine en une grande démocratie, les ruines de l'URSS en une économie prospère et normale, l'Afrique des Grands lacs en une zone de paix et de coopération, l'Afghanistan en Maroc, les Balkans en Suisse et ainsi de

**“ Trop de gens raisonnent en termes quasi religieux comme si on pouvait convertir en une minute des adeptes de la tyrannie en zélotes de la démocratie. ”**

suite. Alors, il nous faut bien raisonner en termes de processus historique, de consolidation progressive et d'étapes. Trop de gens ont oublié après l'effondrement de l'URSS, et du marxisme dont elle avait abusé, les acquis les

plus élémentaires de l'histoire, de la sociologie et de l'économie, et raisonnent en termes quasi religieux comme si on pouvait convertir en une minute des adeptes de la tyrannie en zélotes de la démocratie. Comme Saint-Paul tombant de cheval, terrassé par la révélation. Comme si les recettes de la dérégulation ultralibérale avaient été adaptées à la situation de la Russie de 1992, en plus mauvaise situation pourtant que l'Europe occidentale après la guerre, qui a commencé pour se reconstruire par des décennies de planification, de réglementation et de décisions publiques.

## **Conversion ou processus ?**

Qu'il s'agisse de démocratie ou d'économie, cette question du rythme dans le développement des sociétés est essentielle et nous devons avoir le

**“ Qu'il s'agisse de démocratie ou d'économie, cette question du rythme dans le développement des sociétés est essentielle. ”**

courage intellectuel et politique de l'affronter, tout en refusant absolument qu'elle soit utilisée comme un prétexte dilatoire par ceux qui ne veulent rien changer, rien réformer qui sont

rebelles à toute “bonne gouvernance” et recourent aux pires techniques de répression pour verrouiller le statu quo.

Entre les idéalistes qui voudraient enjamber et court-circuiter l'histoire et ceux qui croient vainement pouvoir l'arrêter, il nous faut définir et mener un engagement continu pour la démocratisation mondiale qui ne soit pas uniquement “plaque” et imposé par les plus forts sur les plus vulnérables, mais qui soit porté par une dialectique combinée et constante de développement, de modernisation et de démocratisation. Nous avons encore beaucoup à faire, et sans doute autrement, pour que nos valeurs, que nous proclamons universelles, et dans lesquels des hommes et des femmes se reconnaissent dans le monde entier, soient vraiment admises comme telles.

\* \*

**J'en viens à ma conclusion**

Nous ne pouvons accepter ni un monde politiquement unipolaire, ni un monde culturellement uniforme, ni l'unilatéralisme de la seule hyperpuissance. Et c'est pourquoi nous luttons pour un monde multipolaire, diversifié et multilatéral. Nous pensons que le rôle des Etats-Unis, que garantit leur inépuisable et fantastique vitalité créatrice, serait d'autant mieux admis s'ils acceptaient réellement cet objectif. A l'unilatéralisme -celui du Sénat américain actuel par exemple- nous oppo-



**“ Nous ne pouvons accepter ni un monde politiquement unipolaire, ni un monde culturellement uniforme, ni l'unilatéralisme de la seule hyperpuissance. ”**

sons un multilatéralisme respectueux de tous les membres de la communauté internationale, dont l'ONU est la gardienne. Une ONU confortée et réformée, notamment son Conseil de sécurité dont le monde a plus que

jamais besoin, mais qui doit être élargi pour représenter le monde actuel, tout en restant efficace.

- A l'unilatéralisme, nous opposons la définition de la règle du jeu par la négociation entre les parties, et les procédures multilatérales de règlement des différends.

- A l'uniformité nous opposons le droit à la diversité, et même sa nécessité. La culture est une identité. Nous défendons ce principe au sein de l'Union européenne, comme au sein de l'OMC, dans les négociations commerciales multilatérales.

Mais un monde multipolaire ne répondra pas non plus automatiquement à toutes ces interrogations. Le monde multipolaire que nous voulons ne se conçoit :

- que si l'Union européenne constitue un de ces pôles ; une Union européenne ayant atteint son point d'équilibre institutionnel et ses limites géographiques, après avoir maîtrisé son élargissement, et ayant noué avec les autres grands ensembles mondiaux des relations de partenariat stratégique. Une

Union européenne pôle exemplaire du monde multipolaire.

- que si ces pôles coopèrent et ne s'affrontent pas (au-delà des rapports euro-américains on mesure l'ampleur du défi pour les relations Russie/Chine/Japon/Inde) ;

- que si ces pôles respectent eux-mêmes les droits de tous les Etats membres du système multilatéral et ne privent pas le Conseil de sécurité de son rôle essentiel. Il serait très éclairant de savoir comment les autres pôles potentiels de ce monde multipolaire le conçoivent.

**C**es principes doivent aussi nous guider dans le traitement des enjeux globaux, résultats du décloisonnement du monde. La coopération internationale est tout simplement indispensable pour préserver l'environnement, les bases d'un développement durable et les chances de l'espèce humaine. Il en va de même de la lutte contre la grande criminalité qui s'est engouffrée dans toutes les failles ouvertes par le recul ou l'implosion des Etats.

**S**ur ces points, nous avons besoin tout à la fois d'un monde multipolaire équilibré et d'un système multilatéral efficace et équitable.

**Q**uant aux valeurs humanistes et démocratiques, parce que nous croyons profondément à leur uni-

**“ Nous devons travailler inlassablement à un consensus vraiment universel pour donner naissance à une vraie «communauté internationale». ”**

versalité, nous devons nous interroger sans les stigmatiser sur les résistances que nous rencontrons dans leur généralisation et donc sur la bonne façon de procéder avec les pays qui ne les respectent pas encore. J'appelle à cette réflexion. Et je propose ici

quelques pistes : moins d'arrogance et plus de dialogue ; moins de sanctions ou des sanctions mieux ajustées et plus de transfert “d'ingénierie démocratique” ; moins de dogmatisme libéral et plus d'attention au développement économique et social sur lequel depuis quelques années on a trop fait l'impasse ; moins d'impatience comminatoire et plus de ténacité dans l'engagement.

**A** ces conditions, nous pourrions redéfinir ensemble ce qui doit être maintenu, et préservé, (voire renforcé ou rétabli) dans la souveraineté des Etats et les limites qui doivent lui être opposées contre ses abus et dans quels cas ; nous pourrions bâtir une justice vraiment internationale pour pallier les défaillances des justices nationales ; nous pourrions définir des conditions légitimes d'intervention internationale humanitaire ou de rétablissement de la paix et reprendre le débat sur la sécurité internationale, sujet qui continuera de nous préoccuper longtemps.

**M**esdames et Messieurs pour que notre monde soit demain plus juste, moins cruel, plus équitable et plus humain, nous devons travailler inlassable-

ment pour des raisons d'efficacité, d'équité et d'éthique à un consensus vraiment universel. Nous devons le faire pour donner naissance à une vraie “communauté internationale”. La France s'y emploie de toutes ses forces. L'Europe pourrait en être le catalyseur. c

---

# Droit de suite

Entretien  
avec Hubert Védrine

août 2000



*Le sentiment à l'égard des Etats-Unis fait l'objet d'un clivage politique puisque 51% des sympathisants de droite éprouvent un sentiment positif à l'égard de l'Amérique contre 34 % des sympathisants de gauche – les proches du Parti communiste étant les plus méfiants à l'égard de l'Oncle Sam (23% d'antipathie contre 34% de sympathie). (voir Annexe 1) Comment expliquez-vous cette "sympathie distanciée" présente dans la culture politique de la gauche ?*

**C**ette attitude s'explique, me semble-t-il, compte tenu des valeurs dans lesquelles se reconnaissent les électeurs de gauche, par le sentiment, plus fort à gauche qu'à droite, que les Etats-Unis abusent de leur puissance - "l'impérialisme américain" - et veulent imposer partout un système dur aux faibles (les noirs, les pauvres, la peine de mort...) et trop faible avec les forts (l'argent dans la poli-

tique et les campagnes électorales, les armes à feu, le poids des très grandes entreprises notamment dans le commerce d'OGM ou de bananes...), le sentiment d'une certaine désinvolture, et d'un manque de respect pour les cultures des autres (les anti-missiles, les sectes...). Mais 34 % de sympathie c'est assez élevé aussi car les Etats-Unis c'est aussi la richesse, la force, la liberté, le rêve.... Ils ont un double visage, il faut en tenir compte.

*63 % des Français estiment que les Etats-Unis cherchent avant tout à protéger et à étendre leurs intérêts et investissements dans le monde (cf. Irak, Kosovo), voire pour 51 % à imposer leur volonté au reste du monde alors que seulement 11 % estiment que les Etats-Unis souhaitent -par leurs interventions- promouvoir la démocratie dans le monde. Pourtant une large majorité des Français regrette le manque d'intervention internationale pour la défense des Droits de l'Homme en Chine ou en Tchétchénie. Comment analysez-vous ce sentiment contradictoire ?*

**P**our diverses raisons, une partie de l'opinion française voudrait en effet plus d'interventions pour la défense des Droits de l'Homme ou à des fins humanitaires. Mais quand les interventions sont américaines, elle réagit comme réagit le reste du monde aux interventions occidentales : avec des sentiments mêlés... La seule façon de surmonter cette contradiction est de nous mettre d'accord sur des mécanismes d'intervention

internationale plus efficaces, mais aussi plus légitimes. Il faut apporter des réponses rigoureuses à la question : "qui s'ingère, où, au nom de qui, pour faire quoi ?" en veillant à ne pas ouvrir la boîte de Pandore néo-coloniale, ce qui risquerait de se passer si nous nous ingérons au seul motif que l'opinion occidentale le souhaite. Il nous faut donc renforcer le Conseil de sécurité, et améliorer les mécanismes de décision en son sein, en responsabilisant l'usage du veto.

*L'articulation entre " les aspirations éthiques et les exigences de la réalité " que vous évoquez est-elle possible entre les Etats-Unis et la France ? Sur quels dossiers ?*

**L'**articulation des exigences éthiques et des réalités est pour nous un défi et une obligation de chaque jour, pour que notre politique étrangère soit le lieu de cette synthèse. Les Etats-Unis ont leur approche, pas toujours la même que la nôtre... Nos analyses se rejoignent sur certains dossiers : le Kosovo, la paix au Proche-Orient, par exemple, même si nous gardons nos propres conceptions. Avec les Etats-Unis, nous devons être capables aussi bien de leur dire "non" quand cela est nécessaire, que de coopérer en le décidant librement.

---

(1)- cf supra  
page 46

*Quelles peuvent être les modalités d'une nouvelle moralisation des relations internationales ?*

**C'**est tout un programme ! Il nous faut en tout cas favoriser intelligemment et efficacement le développement économique qui permet la modernisation des sociétés et donne des bases solides à la démocratisation. Car la démocratie n'est jamais tombée du ciel ! Elle a toujours été le résultat d'un processus, qu'il faut hâter. Cela dit, contrairement à une croyance répandue, il n'y a pas, par nature, de contradiction entre morale et relations internationales. Si l'on veut éviter que, face à certaines crises ou tragédies, les diplomates ou les hommes politiques n'aient plus le choix qu'entre des solutions plus ou moins mauvaises qui peuvent heurter une opinion peu préparée à ces drames et qui souvent les découvre par le prisme des média dans leur phase aiguë, il faut nous attaquer sans relâche aux sources des drames, des guerres et des tensions. Et oeuvrer au renforcement de tous les mécanismes de règlement pacifiques des conflits. C'est ma tâche quotidienne.

---

(2)- cf supra, page 55

*Dans le texte L'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, vous datez de 1992 le passage de super puissance à " hyperpuissance ". Pouvez-vous détailler les éléments qui le composent ? Comment les Etats-Unis analysent le concept " d'hyperpuissance " -au-delà la barrière linguistique- Quels sont à votre avis les blocages ?*

*Quelles sont les positions de nos partenaires européens au sujet du concept " d'hyperpuissance " ?*

**C'**est l'implosion de l'URSS qui a fait apparaître les Etats-Unis comme l'unique superpuissance. Mais pour moi ce terme est trop militaire et trop connoté " guerre froide ". C'est pourquoi j'utilise le terme " d' hyper-puissance " pour souligner que la puissance des Etats-Unis d'aujourd'hui est prédominante dans tous les domaines politique, militaire, stratégique, financier et technologique, mais aussi la langue, Hollywood, CNN ... toutes les formes de culture et de modes de vie. Un temps contesté par les Américains sur le thème " de quoi je me mêle ? " et en raison de la coloration pathologique du préfixe " hyper " en anglais, ce terme est aujourd'hui de plus en plus largement employé, y compris par les média américains. Nos partenaires européens, eux, ne s'y osent pas encore.

*A votre avis, en dépit du scepticisme américain, la réalisation " d'une construction collective contribuant à la stabilité de l'ensemble du continent européen " <sup>3</sup> par une monnaie commune, une défense commune, une action commune n'est-elle pas la marque d'une remise en cause du concept que vous avez développé " d'hyperpuissance " ?*

**L**es Etats-Unis ont été sceptiques, voire hostiles, sur l'euro. Et puis ils se sont fait une raison. Je pense qu'il en ira de même pour la défense européenne

---

(3)- cf supra, page 32

en tout cas si nous gardons notre cap tout en dialoguant avec eux.

---

(4)- cf supra,  
page 59

*Est-ce que les Etats-Unis sont prêts à exercer en commun les éventuelles décisions “ d’ingérences ”<sup>4</sup>, en commun les responsabilités alors même que leur hyper-puissance peut leur permettre d’imposer leurs vues sans passer par la régulation des institutions internationales et notamment du Conseil de Sécurité ?*

**D**e par leur poids, leur histoire, l’idée qu’ils se font de leur rôle dans le monde, l’impatience de leur opinion et de leurs média, leur “ souveraineté ”, les Etats-Unis sont en permanence exposés à la tentation de l’unilatéralisme. Mais nombreux sont les responsables américains qui pensent au contraire que l’intérêt des Etats-Unis est de jouer le jeu des institutions internationales. Quant à nous, de manière constante depuis 1945 en fait et plus encore depuis 1997 dans un contexte de mondialisation, notre objectif reste de conforter la négociation de normes internationales et le contrôle de leur bonne application dans le cadre des Nations Unies (au Conseil de sécurité, à l’OIT ou au sein du Codex Alimentarius pour la sécurité des aliments, par exemple), mais aussi au sein de l’OMC pour les questions commerciales.

*La volonté de l’Union européenne de réforme du FMI pour en faire une organisation plus politique a-t-elle une chance d’aboutir malgré les réticences des Etats-Unis ?*

**L**es Etats européens pèsent lourd au sein du FMI et j’ai bon espoir que leurs propositions de réformes, et notamment les nôtres, finissent par aboutir.

*Les Etats-Unis sont-ils passés de l’unilatéralisme au multilatéralisme sur certains dossiers ? Quel est à votre avis le moment ou les sujets sur lesquels ils pourront passer le pas ?*

**D**e 1948 à 1994, les Etats-Unis ont refusé la création d’une organisation mondiale du commerce car ils n’acceptaient pas que leurs décisions soient soumises à arbitrage. Et en 1994, à Marrakech, ils l’ont finalement accepté, suite à nos pressions. Depuis lors, l’organe de règlement des différends de l’OMC a donné tort aussi souvent aux Etats-Unis qu’à l’Union européenne.

**D**’autres évolutions sont possibles. Je crois par exemple que les Américains commencent à comprendre que le principe de précaution, que ni nous ni eux ne voulons utiliser de manière rétrograde ou protectionniste, est de leur intérêt comme du nôtre. Je crois donc que dans les organisations internationales où l’on y travaille, qu’il s’agisse de protéger l’environnement ou la sécurité des aliments,

ils vont adopter une attitude plus positive. Il y a même des situations paradoxales, comme pour la prévention des pollutions maritimes: nous nous battons au sein de l'Union européenne et de l'Organisation Maritime Internationale pour faire adopter, après l'Erika, des normes beaucoup plus draconniennes vis-à-vis des navires dangereux. Et les Américains nous font observer, avec raison, que leur législation est beaucoup plus avancée que celle de l'Organisation Maritime Internationale dans ce domaine. A cette Organisation donc de démontrer qu'elle peut faire mieux et de faire prévaloir une règle acceptée par tous, ce qui est évidemment préférable aux démarches unilatérales.

*La volonté de construire " une relation à long terme avec la Russie " est-elle identique en France et aux Etats-Unis ?*

**D**u fait de l'histoire, de la géographie, de nos sensibilités politiques, les problèmes, les priorités ne sont pas exactement les mêmes. Pour nous, les priorités sont la sécurité et la stabilité en Europe, la modernisation économique, sociale et démocratique et la construction d'un Etat de droit en Russie, de bonnes relations entre l'Union européenne et la Russie, une solution politique en Tchétchénie. Pour les Etats-Unis, ce sont la révision du traité ABM, la négociation Start III, les réformes ultra-libérales, la lutte contre la prolifération. Mais les Etats-Unis comme l'Europe ont un intérêt évi-

dent à construire une relation de long terme avec la Russie.

*Au sujet de la défense anti-missiles, pouvez-vous revenir sur la réalité de la menace du point de vue américain, français et de nos partenaires européens ?  
Comment expliquez-vous cette volonté américaine ?*

**C**ela fait des dizaines d'années que les Américains caressent le rêve d'une défense parfaite de leur territoire, en l'isolant de toute menace extérieure, y compris nucléaire et même si la dissuasion nucléaire rend par principe cette menace inexistante. Reagan avait déjà fait miroiter cette perspective. Aujourd'hui, d'immenses intérêts voient aussi dans ce programme anti-missiles un pactole possible. L'opinion est pour, les candidats à la présidence aussi. Les scientifiques sont très divisés. Nous demandons aux Américains une analyse plus convaincante des menaces et une évaluation sérieuse des effets potentiellement déstabilisants sur le plan stratégique de toute décision dans ce sens. J'ai pour ma part des doutes sur l'adéquation de certains projets à la réalité des menaces.

**L**e Président Clinton a dit qu'il déciderait en fonction de

- 1) la menace,
- 2) la crédibilité technique,
- 3) le coût,
- 4) les conséquences stratégiques.

---

(5)- cf supra, page 26

---

(6)- cf supra, page 27



**C**ela doit permettre de prendre en compte nos interrogations.

*Existe-t-il une différence d'appréciation entre les deux candidats à la Maison Blanche sur la position des Etats-Unis dans le monde ?*

**G**eorges W. Bush semble plus tenté par un certain unilatéralisme suivant en cela un courant d'idées selon lequel, au niveau de puissance où ils sont, les Etats-Unis ne se sentent plus obligés de négocier avec les autres. Mais il est trop tôt pour se faire une idée définitive et encore plus pour commenter une élection qui n'a pas encore eu lieu. c

---

# Annexe 1

## Regards croisés : France/États-Unis

SOFRES, mai 2000

**E**nquête réalisée par la Sofres pour la *French-American Foundation* du 16 au 18 mai 2000 auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, interrogées en face à face et auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population américaine âgée de 18 ans et plus, interrogées par téléphone. En France, méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération. Aux Etats-Unis, méthode aléatoire, stratification par région.

**Question : Avez-vous pour les Etats-Unis / pour la France plutôt de la sympathie, plutôt de l'antipathie ou encore ni sympathie ni antipathie ?**

	Les réponses des Français sur les Etats-Unis	Les réponses des Américains sur la France
- Plutôt de la sympathie	41	45
- Plutôt de l'antipathie	10	7
- Ni sympathie ni antipathie	48	41
- Sans opinion	1	7

## L'EVOLUTION DES REponses DES FRANÇAIS DEPUIS 1988

**Question : Avez-vous pour les Etats-Unis plutôt de la sympathie, plutôt de l'antipathie ou encore ni sympathie ni antipathie ?**

	Rappel enquête			Mai 2000
	Figaro - Europe 1 SOFRES octobre 1988	L'Expansion SOFRES mai 1994	Le Monde et RTL SOFRES octobre 1996	
- Plutôt de la sympathie	54	40	35	41
- Plutôt de l'antipathie	6	11	17	10
- Ni sympathie ni antipathie	38	47	46	48
- Sans opinion	2	2	2	1

**Question : Vous personnellement, aimeriez-vous (ou auriez-vous aimé) vivre aux Etats-Unis / en France ?**

**- Et aimeriez-vous (ou auriez-vous aimé) travailler aux Etats-Unis / en France ?**  
**- Et aimeriez-vous (ou auriez-vous aimé) étudier aux Etats-Unis / en France ?**

	Les réponses des Français sur les Etats-Unis	Les réponses des Américains sur la France
<b>Vivre aux Etats-Unis / en France</b>		
- Oui	16	22
- Non	81	74
- Sans opinion	3	4
<b>Travailler aux Etats-Unis / en France</b>		
- Oui	23	22
- Non	74	74
- Sans opinion	3	4
<b>Etudier aux Etats-Unis / en France</b>		
- Oui	39	33
- Non	59	64
- Sans opinion	2	3

**Question : Avez-vous le sentiment que, d'une manière générale, la France et les Etats-Unis sont :**

	Les réponses des Français	Les réponses des Américains
- Avant tout des partenaires	47	64
- Avant tout des adversaires	15	14
- Les deux à la fois	32	13
- Sans opinion	6	9

**Question : Diriez-vous qu'actuellement, la France se comporte**

**vis-à-vis des Etats-Unis comme un allié fidèle,**

**un allié pas toujours fidèle ou un adversaire ?**

	Les réponses des Français	Les réponses des Américains
- Un allié fidèle	31	43
- Un allié pas toujours fidèle	54	36
- Un adversaire	6	7
- Sans opinion	9	14

### L'EVOLUTION DES REponses DES FRANÇAIS

**Question : Diriez-vous qu'actuellement, la France se comporte**

**vis-à-vis des Etats-Unis comme un allié fidèle, un allié pas toujours**

**fidèle ou un adversaire ?**

	Rappel enquête Le Monde et RTL SOFRES octobre 1996	Mai 2000
- Un allié fidèle	32	31
- Un allié pas toujours fidèle	50	54
- Un adversaire	7	6
- Sans opinion	11	9

**Question : En ce qui concerne l'Union européenne,**

**avez-vous le sentiment que d'ici une vingtaine d'années,**

**elle sera devenue plus puissante que les Etats-Unis,**

**aussi puissante que les Etats-Unis**

**ou moins puissante que les Etats-Unis :**

	Les réponses des Français	Les réponses des Américains
<b>Dans le domaine économique</b>		
- Plus puissante	5	10
- Aussi puissante	39	27
- Moins puissante	44	51
- Sans opinion	12	12
<b>Dans les relations internationales</b>		
- Plus puissante	9	15
- Aussi puissante	47	36
- Moins puissante	31	36
- Sans opinion	13	13
<b>Dans le domaine militaire</b>		
- Plus puissante	6	7
- Aussi puissante	30	18
- Moins puissante	51	62
- Sans opinion	13	13

**Question :**

**Aux Français : pour chacun des domaines suivants, diriez-vous qu'aux Etats-Unis cela fonctionne plutôt mieux ou plutôt moins bien qu'en France ?**

**Aux Américains : pour chacun des domaines suivants, diriez-vous qu'en France cela fonctionne plutôt mieux ou plutôt moins bien qu'aux Etats-Unis ?**

	Les réponses des Français	Les réponses des Américains
<b>Le développement des nouvelles technologies</b>		
- Plutôt mieux	79	14
- Plutôt moins bien	5	38
- Ni mieux ni moins bien	5	27
- Sans opinion	11	21
<b>La lutte contre le chômage</b>		
- Plutôt mieux	38	17
- Plutôt moins bien	32	26
- Ni mieux ni moins bien	11	25
- Sans opinion	19	32
<b>Les transports publics (trains, bus, etc.)</b>		
- Plutôt mieux	24	42
- Plutôt moins bien	22	14
- Ni mieux ni moins bien	11	21
- Sans opinion	43	23
<b>La coexistence de populations de cultures et d'origines différentes</b>		
- Plutôt mieux	23	28
- Plutôt moins bien	40	18
- Ni mieux ni moins bien	14	27
- Sans opinion	23	27
<b>L'intégration des immigrés</b>		
- Plutôt mieux	18	22
- Plutôt moins bien	50	23
- Ni mieux ni moins bien	13	25
- Sans opinion	19	30

**Question :**

**Aux Français : pour chacun des domaines suivants, diriez-vous qu'aux Etats-Unis cela fonctionne plutôt mieux ou plutôt moins bien qu'en France ?**

**Aux Américains : pour chacun des domaines suivants, diriez-vous qu'en France cela fonctionne plutôt mieux ou plutôt moins bien qu'aux Etats-Unis ?**

	Les réponses des Français	Les réponses des Américains
<b>La sécurité et la lutte contre la criminalité</b>		
- Plutôt mieux	17	37
- Plutôt moins bien	64	11
- Ni mieux ni moins bien	8	27
- Sans opinion	11	25
<b>L'éducation</b>		
- Plutôt mieux	13	32
- Plutôt moins bien	56	13
- Ni mieux ni moins bien	12	35
- Sans opinion	19	20
<b>La protection sociale</b>		
- Plutôt mieux	3	27
- Plutôt moins bien	80	18
- Ni mieux ni moins bien	3	22
- Sans opinion	14	33
<b>L'université (1)</b>		
- Plutôt mieux	53	
- Plutôt moins bien	12	
- Ni mieux ni moins bien	11	
- Sans opinion	24	
<b>Le système de santé (2)</b>		
- Plutôt mieux		32
- Plutôt moins bien		19
- Ni mieux ni moins bien		22
- Sans opinion		27

(1) Item proposé aux Français uniquement. (2) Item proposé aux Américains uniquement.

## L' ÉVOLUTION DES RÉPONSES DES FRANÇAIS

## QUESTIONS POSÉES UNIQUEMENT AUX FRANÇAIS

**Question : Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous qu'aux Etats-Unis cela fonctionne plutôt mieux ou plutôt moins bien qu'en France ?**

	Rappel enquête Le Monde et RTL / SOFRES octobre 1996	Mai 2000
<b>La lutte contre le chômage</b>		
- Plutôt mieux	25	38
- Plutôt moins bien	38	32
- Ni mieux ni moins bien	16	11
- Sans opinion	21	19
<b>L'intégration des immigrés</b>		
- Plutôt mieux	17	18
- Plutôt moins bien	46	50
- Ni mieux ni moins bien	18	13
- Sans opinion	19	19
<b>La sécurité et la lutte contre la criminalité</b>		
- Plutôt mieux	10	17
- Plutôt moins bien	69	64
- Ni mieux ni moins bien	11	8
- Sans opinion	10	11
<b>L'éducation</b>		
- Plutôt mieux	17	13
- Plutôt moins bien	42	53
- Ni mieux ni moins bien	17	12
- Sans opinion	24	19
<b>La protection sociale</b>		
- Plutôt mieux	5	3
- Plutôt moins bien	79	80
- Ni mieux ni moins bien	3	3
- Sans opinion	13	14

**Question : En pensant aux Etats-Unis, quels mots, quelles images vous viennent à l'esprit ?**

<b>ÉLÉMENTS POSITIFS</b>	<b>43</b>
- La grandeur / le gigantisme	14
- La puissance des Etats-Unis	12
- La richesse	4
- La liberté	4
- L'avance technologique	4
- Le modernisme	3
- " J'aime ce pays " (SAI)*	1
- Le dynamisme	1
<b>L'économie</b>	<b>6</b>
dont :	
- La puissance économique / l'économie forte	4
- La monnaie forte / le dollar fort	1
<b>La politique</b>	<b>4</b>
dont : - " Un pays qui aide les autres militairement "	3
<b>Autres éléments positifs</b>	<b>3</b>
<b>ÉLÉMENTS NÉGATIFS</b>	<b>56</b>
- " Je n'aime pas les Etats-Unis "	2
<b>La violence</b>	<b>21</b>
dont :	
- La violence (SAI)*	14
- La criminalité, la délinquance, la drogue	7
- La peine de mort, les exécutions	2
- Les armes en vente libre	2
<b>Le tempérament, le caractère des américains</b>	<b>14</b>
dont :	
- " Ils sont excessifs en tout "	3

- La vanité, l'arrogance	2
- L'individualisme	2
- L'extrémisme	1
- Le puritanisme	1
- La folie / " un peuple de fous "	1
- L'égoïsme	1
- L'intolérance	1
<b>Critiques de l'influence américaine</b>	<b>11</b>
dont :	
- Leur main-mise sur les autres pays	9
- " Ils se prennent pour les gendarmes du monde "	2
- " Ils veulent imposer leur manière de vivre "	2
<b>L'économie</b>	<b>7</b>
dont :	
- " L'impérialisme américain "	3
- L'hégémonie économique	2
- Le capitalisme / la recherche du profit	2
<b>Alimentation</b>	<b>3</b>
dont :	
- La mauvaise alimentation	2
- L'obésité des américains	1
<b>Autres éléments négatifs</b>	<b>2</b>
<b>ELÉMENTS NEUTRES</b>	<b>43</b>
dont :	
- L'argent (SAI)	4
- Le libéralisme	3
- Une société multiraciale	3
- Les armes (SAI)	3
- Le capitalisme	2
- Fédération d'états	2
- Le dollar (SAI)	2
- Le " rêve américain "	1

<b>Géographie</b>	<b>8</b>
dont :	
- La statue de la liberté	2
- Les grands espaces	2
- Hollywood	2
- Les " gratte-ciels "	2
- Autres éléments géographiques	2
<b>L'alimentation</b>	<b>6</b>
dont :	
- McDonald's	3
- Les fast-food	3
- Le Coca-Cola	2
<b>Les personnalités américaines</b>	<b>6</b>
dont :	
- Bill Clinton	4
<b>La politique</b>	<b>5</b>
dont :	
- Le pouvoir	3
- Une puissance mondiale	2
- Une puissance militaire	1
<b>Autres éléments neutres</b>	<b>2</b>
- Ça ne m'évoque rien	2
<b>- Sans réponse</b>	<b>5</b>

**Question : Dans cette liste de mots, qu'est-ce qui évoque le plus pour vous les États-Unis ? (1)**

	Ensemble des Français	
	%	Rang
- La violence	67	1
- La puissance	66	2
- Les inégalités	49	3
- Le racisme	42	4
- La richesse	39	5
- Le dynamisme	34	6
- L'impérialisme	23	7
- La liberté	16	8
- Le relâchement des mœurs	14	9
- La jeunesse	7	10
- La naïveté	7	10
- La générosité	4	12
- Sans opinion	1	1

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

## L'ÉVOLUTION DES RÉPONSES DES FRANÇAIS DEPUIS 1988

**Question : Dans cette liste de mots, qu'est-ce qui évoque le plus pour vous les États-Unis ? (1)**

	Rappel enquête Figaro Europe 1 SOFRES octobre 1988		Rappel enquête Le Monde et RTL SOFRES octobre 1996		Mai 2000	
	%	Rang	%	Rang	%	Rang
- La violence	28	5	59	1	67	1
- La puissance	56	1	57	2	66	2
- Les inégalités	25	7	45	3	49	3
- Le racisme	27	6	39	4	42	4
- La richesse	31	3	27	5	39	5
- Le dynamisme	32	2	26	6	34	6
- L'impérialisme	12	9	21	7	23	7
- La liberté	30	4	18	8	16	8
- Le relâchement des mœurs	15	8	13	9	14	9
- La jeunesse	11	10	8	10	7	10
- La naïveté	7	11	7	11	7	10
- La générosité	7	11	2	12	4	12
- Sans opinion	4	4	2	2	1	1

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

**Question : Dans la liste suivante, quels sont selon vous les principaux objectifs de la politique étrangère américaine ? (1)**

	Ensemble des Français
- Protéger et étendre les intérêts et les investissements américains dans le monde	63
- Imposer la volonté des Etats-Unis au reste du monde	51
- Maintenir la paix dans le monde	28
- Aider au développement de la démocratie dans le monde	11
- Sans opinion	5

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

**Question : Vous personnellement, avez-vous le sentiment que la mondialisation de l'économie est un phénomène :**

	Ensemble des Français
- Qui profite essentiellement aux Etats-Unis	25
- Qui profite essentiellement aux pays développés comme les Etats-Unis ou la France, mais pas aux pays en voie de développement	51
- Qui profite à tous les pays, qu'ils soient développés ou en voie de développement	11
- Qui ne profite à aucun pays	4
- Sans opinion	9

**Question : Diriez-vous que l'influence de la culture américaine en France est excessive, insuffisante ou ne pose pas de problème en ce qui concerne :**

	Ensemble des Français
<b>Les programmes de télévision</b>	
- Excessive	65
- Insuffisante	2
- Ne pose pas de problème	30
- Sans opinion	3
<b>Le cinéma</b>	
- Excessive	57
- Insuffisante	2
- Ne pose pas de problème	37
- Sans opinion	4
<b>Les nouvelles technologies de communication (internet, le multimédia, etc)</b>	
- Excessive	43
- Insuffisante	5
- Ne pose pas de problème	46
- Sans opinion	6
<b>La musique</b>	
- Excessive	37
- Insuffisante	2
- Ne pose pas de problème	58
- Sans opinion	3
<b>Les idées économiques (comme le libéralisme)</b>	
- Excessive	36
- Insuffisante	3
- Ne pose pas de problème	49
- Sans opinion	12



**Question : Diriez-vous que l'influence de la culture américaine en France est excessive, insuffisante ou ne pose pas de problème en ce qui concerne :**

Ensemble des Français	
<b>La publicité</b>	
- Excessive	35
- Insuffisante	2
- Ne pose pas de problème	57
- Sans opinion	6
<b>Le langage</b>	
- Excessive	34
- Insuffisante	2
- Ne pose pas de problème	61
- Sans opinion	3
<b>La cuisine</b>	
- Excessive	26
- Insuffisante	3
- Ne pose pas de problème	68
- Sans opinion	3
<b>Les vêtements</b>	
- Excessive	22
- Insuffisante	3
- Ne pose pas de problème	71
- Sans opinion	4

## L'EVOLUTION DES REPONSES DES FRANÇAIS DEPUIS 1984

**Question : Diriez-vous que l'influence de la culture américaine en France est excessive, insuffisante ou ne pose pas de problème en ce qui concerne :**

	Rappel enquête				Mai 2000
	Le Monde et Antenne 2 SOFRES octobre 1984	Le Figaro et Europe 1 SOFRES octobre 1988	L'Expansion SOFRES mai 1994	Le Monde et RTL SOFRES octobre 1996	
<b>Les programmes de télévision</b>					
- Excessive	45	67	66	70	65
- Insuffisante	4	2	1	1	2
- Ne pose pas de problème	42	24	30	26	30
- Sans opinion	9	7	3	3	3
<b>Le cinéma</b>					
- Excessive	36	53	65	59	57
- Insuffisante	2	2	1	1	2
- Ne pose pas de problème	48	36	28	33	37
- Sans opinion	14	9	6	7	4
<b>La musique</b>					
- Excessive	42	47	47	39	37
- Insuffisante	3	2	1	1	2
- Ne pose pas de problème	45	44	47	54	58
- Sans opinion	10	7	5	6	3
<b>La publicité</b>					
- Excessive	34	42	34	33	35
- Insuffisante	1	1	2	1	2

	Rappel enquête				Mai 2000
	Le Monde et Antenne 2 SOFRES octobre 1984	Le Figaro et Europe 1 SOFRES octobre 1988	L'Expansion SOFRES mai 1994	Le Monde et RTL SOFRES octobre 1996	
- Ne pose pas de problème	52	47	57	57	57
- Sans opinion	13	10	7	9	6
<b>Le langage</b>					
- Excessive	28	32	37	32	34
- Insuffisante	3	4	3	2	2
- Ne pose pas de problème	55	54	56	59	61
- Sans opinion	14	10	4	7	3
<b>La cuisine</b>					
- Excessive	9	10	12	30	26
- Insuffisante	1	2	2	3	3
- Ne pose pas de problème	76	79	80	60	68
- Sans opinion	14	9	6	7	3
<b>Les vêtements</b>					
- Excessive	18	19	19	25	22
- Insuffisante	2	2	1	1	3
- Ne pose pas de problème	68	71	74	67	71
- Sans opinion	12	8	6	7	4

## QUESTIONS POSÉES UNIQUEMENT AUX AMÉRICAINS

**Question : Diriez-vous que d'un point de vue économique, la France se situe :**

Ensemble des Américains	
- Parmi les cinq premières puissances mondiales	14
- Entre le 5ème et le 10ème rang dans le monde	49
- Au delà du 10ème rang dans le monde	17
- Sans opinion	20

**Question : Dans chacun des domaines suivants, pourriez-vous me dire si vous considérez ou non la France comme un leader mondial dans ce domaine ?**

Ensemble des Américains	
<b>Le vin</b>	
- Oui	82
- Non	8
- Sans opinion	10
<b>La mode</b>	
- Oui	78
- Non	11
- Sans opinion	11
<b>La culture (livres, musique, films)</b>	
- Oui	58
- Non	29
- Sans opinion	13

<b>La recherche médicale</b>	
- Oui	23
- Non	55
- Sans opinion	22

<b>L'énergie nucléaire</b>	
- Oui	17
- Non	59
- Sans opinion	24

<b>Les télécommunications et l'informatique</b>	
- Oui	15
- Non	62
- Sans opinion	23

<b>L'aérospatiale</b>	
- Oui	15
- Non	63
- Sans opinion	22

<b>La fabrication d'armes militaires</b>	
- Oui	11
- Non	69
- Sans opinion	20

## L'ÉVOLUTION DES RÉPONSES DES AMÉRICAINS

**Question : Dans chacun des domaines suivants, pourriez-vous me dire si vous considérez ou non la France comme un leader mondial dans ce domaine ?**

	Rappel enquête Gallup 1991	Ensemble des Américains
<b>Le vin</b>		
- Oui	86	82
- Non	8	8
- Sans opinion	6	10
<b>La mode</b>		
- Oui	86	78
- Non	8	11
- Sans opinion	6	11
<b>La culture (livres, musique, films)</b>		
- Oui	70	58
- Non	23	29
- Sans opinion	7	13
<b>La recherche médicale</b>		
- Oui	47	23
- Non	36	55
- Sans opinion	17	22
<b>L'énergie nucléaire</b>		
- Oui	23	17
- Non	59	59
- Sans opinion	17	24

	Rappel enquête Gallup 1991	Ensemble des Américains
<b>Les télécommunications et l'informatique</b>		
- Oui	25	15
- Non	58	62
- Sans opinion	17	23
<b>L'aérospatiale</b>		
- Oui	21	15
- Non	65	63
- Sans opinion	14	22
<b>La fabrication d'armes militaires</b>		
- Oui	28	11
- Non	58	69
- Sans opinion	14	20

---

# Annexe 2

## Conférence de Varsovie sur la démocratie

Hubert Védrine

Varsovie, 26 juin 2000



Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs,

**A** l'invitation de mon ami Bronislav Geremek, ministre des Affaires étrangères d'un pays qui a rétabli la démocratie il y a dix ans et qui est donc spécialement bien placé dans ce débat, je suis venu ce matin à Varsovie pour partager avec vous quelques réflexions non pas tant sur la démocratie en soi, que sur le processus de démocratisation qui nous réunit, nous passionne et nous mobilise tous.

**L'**idée de démocratie vient de loin. Certaines cités antiques, notamment Athènes par les réformes de Clisthène, avaient déjà donné le pouvoir au peuple. En dépit de ces antécédents, la démocratie a fait pendant des siècles figure d'exception fugace et menacée, ou d'utopie dangereuse.

**C**ela a commencé à changer avec la naissance du droit politique républicain moderne annoncé en Europe au XVI<sup>e</sup> siècle avec les six livres de la République de Jean Bodin en 1576 mais aussi avec l'ouvrage d'Andrzej Frycz Modr-

zewski .De la République réformée. publié à Cracovie en 1551. Après quoi il a fallu encore des siècles avant que se développent vraiment dans quelques pays d'Europe, le droit de l'Etat, les Droits de l'Homme, les droits du citoyen, les droits du peuple, la démocratie libérale et enfin, en un mot, la démocratie. Et même après les grandes déclarations des Droits de l'Homme et du citoyen britannique, américaine et française de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, textes fondateurs, par combien de révolutions violentes et de répressions féroces, par combien d'étapes a-t-il encore fallu passer au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle avant d'en arriver là où nous en sommes dans la démocratisation ? La marche vers la démocratie s'est effectué par paliers, parfois au prix de terribles crises et de régressions. Et l'analyse historique de l'Europe, comme des autres régions du monde où ce passage s'est produit, démontre l'importance déterminante, préalable ou simultanée, dans ce cheminement, des facteurs économiques, sociaux, culturels, comme autant de conditions favorables à l'éclosion et au développement de la démocratie.

**Chacun** de nos pays ici représentés est parvenu à la démocratie par son propre chemin. Pour autant, je ne suis pas convaincu que cette réalité reste aujourd'hui présente à tous les esprits, à l'heure où un certain triomphalisme marque à ce sujet les pays occidentaux et où une résurgence de l'idéologie de la table rase risque de rassembler anciennes et nouvelles démocraties dans un oubli commun du chemin parcouru et des obstacles surmontés pour en arriver là.

**La joie** partagée, la fierté d'être ou d'être devenus des démocraties, l'ampleur sans précédent des avancées récentes, l'optimisme justifié qu'elles nourrissent ne doivent pas rendre amnésiques.

**Cet état** d'esprit d'espérance et d'impatience démocratique n'a cessé de croître depuis un siècle, associé à l'aspiration à la paix sans se limiter à celle-ci.

**Il** a été porté par la modernisation technique et l'évolution sociale. Il s'est construit, en réaction à la première guerre mondiale, puis à l'échec de la Société des Nations puis aux horreurs de la guerre de 39/45, puis au communisme. Du coup, quand l'Union soviétique a disparu, à la fin de l'année 1991, il a semblé ne plus y avoir aucun obstacle à l'expansion universelle et immédiate de la démocratie telle qu'elle fonctionne en Occident, encore qu'il y ait de nombreuses nuances d'un pays démocratique à l'autre. C'est à partir de là, au cours des dix dernières années, que s'est exacerbée une conception de la démocratie instantanée qui fait trop souvent l'impasse sur les situations réelles et sur l'état d'avancement des sociétés. Un certain nombre de déclarations, proclamations, communiqués sont parfois rédigés comme s'il s'agissait dorénavant de convertir d'un coup à la religion démocratique des suppôts de la tyrannie et non d'encourager et de consolider des processus d'évolution des sociétés.

**C'est** en ayant ces remarques préalables à l'esprit que nous devrions nous poser trois questions :

**1/ La première** : comment perfectionner les démocraties existantes même les plus avancées et les protéger contre leurs dérives ? Je pense aux risques très réels de la dilution de la citoyenneté dans le marché et la communication, à l'abstention croissante qui en résulte dans les pays riches, au rôle de l'argent et des lobbies dans les campagnes électorales, à la perte de sens de la politique dans les démocraties.

craties installées. Je le dis aux nombreux représentants des nouvelles démocraties qui sont ici : nous ne pouvons nous résigner à ce que ce soit cela l'aboutissement de tant de luttes héroïques.

**2/** Deuxième question : comment consolider la démocratie là où elle émerge et où elle est encore fragile ? Qu'est-ce qui peut être fait de l'intérieur ? Et comment aider de l'extérieur ?

**3/** Troisième question : comment faire débiter ce processus là où il n'a pas commencé ? Que faire de l'extérieur là où cette éclosion est délibérément empêchée par les autorités politiques ? Que faire a fortiori là où non seulement il n'y a pas de démocratie mais là où les Droits de l'Homme les plus fondamentaux et les plus vitaux ne sont même pas respectés ? C'est au Conseil de sécurité de répondre, parfois dans l'urgence, et sans faux semblant ni prétexte dilatoire ou formaliste, à cette grave question.

\* \*

Je ne développerai pas ici la réponse à la première question sur les maux des démocraties modernes dont a longuement et justement parlé Bronislaw Geremek, sauf pour dire qu'en France le gouvernement de Lionel Jospin y est très attentif et s'en préoccupe de multiples façons. En revanche, je ferai sur les deux autres questions deux réflexions tirées de l'histoire, y compris la plus récente :

**Première réflexion** : la démocratie a toujours été le fruit d'un processus au démarrage difficile et au développement plus ou moins long, mettant en jeu tous les facteurs de chan-

gement, à commencer par les facteurs économiques et sociaux mais n'a jamais découlé exclusivement de la proclamation de valeurs politiques et idéologiques, ou de l'établissement de normes juridiques. Ainsi dans la longue évolution qui a conduit à émanciper l'individu-citoyen du groupe ou de la communauté initiale, notamment rurale, sociologique, régionale, ethnique ou religieuse, la révolution industrielle a joué un rôle d'accoucheur en Europe en développant le salariat. Pour être prêt à ce processus, il est clair qu'il faut être sorti de l'économie de survie et des pénuries (à partir de combien de dollars par tête ?) ; que la diffusion des savoirs doit avoir atteint un certain seuil. A cet égard, ce n'est sans doute pas un hasard si la déclaration française de Droits de l'Homme et du citoyen a été proclamée en 1789 alors que la France avait atteint le taux de 50 % d'alphabétisation ; il faut aussi un Etat régulateur et redistributeur avec une administration et des services publics capables de survivre à un pouvoir personnel ; et enfin la paix intérieure et extérieure est indispensable. Cette transformation a été plus ou moins longue, plus ou moins contrariée, plus ou moins violente selon les cas et les pays. Avec le recul, il apparaît que la rapidité et la violence des changements ne sont pas des facteurs de solidité. Mieux vaudrait dans l'idéal des processus continus pour éviter des retours en arrière violents.

**Deuxième réflexion** : les facteurs de maturation internes ont toujours été déterminants, sinon exclusifs, comme le montre l'exemple des pays occidentaux qui ont été les premiers à s'engager dans cette voie. Dans quelques rares cas la démocratie a été imposée de l'étranger par des vainqueurs après une guerre perdue par des régimes totalitaires, et encore, dans plusieurs de ces cas, la démocratie avait commencé d'exister auparavant et laissé dans les mentalités des traces

et des points d'appui. On pourrait même citer des interventions militaires extérieures ayant eu le résultat inverse, celui de consolider les dictatures ou les autocraties. Mêmes remarques, sur les sanctions, solution de facilité, en général contreproductives à quelques exceptions près (je pense à l'Afrique du Sud) parce qu'elles verrouillent les pays sur eux-mêmes.

**P**ar exemple, on l'a oublié, l'Espagne d'après-guerre ne s'est pas démocratisée sous l'effet des sanctions prises en 1945 par les Alliés ni des condamnations votées par l'Assemblée générale des Nations unies, mais sous celui de la modernisation, de la maturation interne et du tourisme puis du désir d'intégration européenne. Je citerai le commerce, dans tous les cas facteur d'évolution, d'où l'importance de ce qui se passe au sein et autour de l'OMC.

**P**our que les facteurs externes (je dis bien : facteurs, et pas forcément intervention) continuent à déclencher ou à renforcer un processus, il faut donc une certaine disponibilité et une maturation des forces intellectuelles et sociales internes, une certaine ouverture du jeu politique intérieur, et un respect de la dignité et des intérêts nationaux, pour réussir les transitions et ne pas provoquer une réaction de verrouillage.

\* \*

**C**eci étant posé, quelles conclusions opérationnelles en tirer ?

**D'**abord redonner dans tout débat sur la démocratisation une importance primordiale au développement éco-

nomique et social et à la formation et en donner une traduction dans les programmes de l'ONU, de l'UE, du G8, de la Banque mondiale, du FMI, etc... Comment se borner à préconiser partout une démocratie purement politique et juridique, quand dans le monde s'aggravent de fantastiques inégalités qui sont autant de bombes à retardement par les réactions démographiques ou autres qu'elles peuvent entraîner ?

**E**viter ensuite de la part des Occidentaux toute attitude qui pourrait donner l'impression qu'ils utilisent l'aspiration universelle à la démocratie et au respect des Droits de l'Homme, celle que traduit en des termes impérissables la grande déclaration du 10 décembre 1948, mère de toutes les autres, à des fins d'influence ou de domination politique, économique ou culturelle, comme est parfois instrumentalisé aux mêmes fins le fécond principe de la liberté du commerce.

**D**ans un souci d'efficacité, ne pas poser sur toutes les situations et tous les stades une grille de lecture unique.

**N**e pas se contenter du plus facile c'est-à-dire des proclamations générales, condamnations, dénonciations, prescriptions. Certes cela réchauffe le cœur de ceux qui y souscrivent et entretiennent l'espoir chez beaucoup d'autres et donne à leurs combats un point d'appui et de référence. Mais cela ne doit pas nous dispenser de nous concentrer sur la consolidation concrète de chaque processus démocratique, ce qui est plus ardu mais encore plus nécessaire.

**A**ider chaque pays à mettre en œuvre le maximum de



démocratie dont il est à un moment donné capable pour préparer les étapes suivantes. Prenons l'exemple des élections : pour être pleinement démocratiques, elles nécessitent l'existence de listes électorales honnêtes ; de règles claires de présentation des candidatures ; d'une campagne électorale équitable et pluraliste, et donc de médias indépendants des autorités politiques comme des puissances économiques ; d'un Etat de droit, c'est-à-dire d'une administration impartiale, d'une armée et d'une police neutres. Et il faut qu'en plus des groupes humains entiers ne votent pas comme un seul homme sous l'effet de l'ignorance, de la peur, des réflexes religieux ou ethniques, quand leurs suffrages ne sont pas purement et simplement achetés. Et enfin des tribunaux en qui on ait confiance sont nécessaires pour juger des inévitables contentieux. Il est vrai qu'à ce compte là je ne sais pas où on pourrait faire des élections ! Je ne dis donc pas qu'il faut attendre d'avoir réuni toutes ces conditions idéales pour franchir cette étape démocratique décisive. Au contraire, on apprend toujours de l'expérimentation démocratique. Mais il ne suffit pas de plaquer des élections sur n'importe quelle situation pour être quitte avec les progrès de la démocratie. Cette remarque vaut pour tous les aspects et les étapes de la démocratisation.

**D**ans cette perspective la construction d'Etats modernes, vraiment efficaces mais en même temps respectueux du droit et démocratiques est une nécessité et devrait être une priorité des programmes d'aide, d'échanges et de coopération.

**I**l y a encore dans le monde trop d'Etats répressifs ou arbitraires. Mais il y a encore plus d'Etats incapables. Et beaucoup de drames dans le monde d'aujourd'hui éclatent parce que des Etats implorent, se désintègrent ou sont inca-

pables d'assumer les fonctions de base de protection, de sécurité, de développement, d'équité et de garantie de la démocratie qu'ils doivent à leurs populations. Sur tous ces plans, la société civile peut jouer un rôle complémentaire très utile, surtout quand ceux qui entendent parler en son nom sont responsables et transparents comme ils demandent aux gouvernements de l'être.

**N**ous devrions avoir toutes ces considérations à l'esprit lorsque nous rédigeons des clauses de conditionnalité dans des accords internationaux.

**I**nciter et encourager sans bloquer, exiger des avancées réalisables sans provoquer des explosions, savoir placer le curseur au bon niveau doit être notre souci constant. Les dispositifs introduits par l'Union européenne dans les Accords de Lomé à l'instigation de la France en sont un bon exemple.

\* \*

**J**e remercie Bronislav Geremek de m'avoir invité et de m'avoir ainsi permis de développer devant vous ces considérations qui visent à éclairer la façon dont nous devons exercer nos responsabilités de pays démocratiques. Pour conclure, je voudrais adresser le salut de mon pays aux peuples qui, partout dans le monde, perfectionnent ou consolident leur démocratie et plus encore à ceux qui luttent pour pouvoir commencer à la construire. c

# Les Notes

---

## de la Fondation Jean-Jaurès

**1995 - n° 1** - La rénovation du parti travailliste en Grande-Bretagne. Tony Blair - Lewis Minkin (*épuisé*).

**1996 - n° 2** - Voyage au coeur de l'Internationale socialiste (1992-1996). Pierre Mauroy (*épuisé*).

**n° 3** - Les fondamentalismes à l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle (I) - Analyses régionales (*épuisé*).

**1997 - n° 4** - Les fondamentalismes à l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle (II) - Perspectives d'action.

**n° 5** - L'électorat F.N.  
Entretien avec Pascal Perrineau et Pierre Martin.

**n° 6** - La social-démocratie dans l'Union européenne.  
Débat entre Alain Bergounioux et Marc Lazar.

**1998 - n° 7** - La drogue : une approche globale pour une réponse efficace - Table ronde internationale.

**n° 8** - Réflexions pour la gauche du XXI<sup>ème</sup> siècle.  
Dominique Strauss-Kahn (*épuisé*).

**n° 9** - Éloge de la réforme - Discours de Jean Jaurès au congrès de Toulouse en 1908.  
Présenté par Alain Bergounioux. Histoire et Mémoire.

**1999 - n° 10** - Entretien avec François Hollande.  
Itinéraire - Action - Convictions.

**n° 11** - L'Europe vue du PSE.  
Jean-François Vallin, présentation : Henri Nallet.

**n° 12** - Entretien avec Pierre Moscovici.

**n° 13** - Blair-Schröder.  
Le texte du "manifeste". Les analyses critiques.

**n° 14** - L'esprit clerc.  
Émile Combes ou le chemin de croix du diable.  
Marc Villemain - Histoire et Mémoire.

**2000 - n° 15** - Le socialisme moderne.  
Lionel Jospin.

**n° 16** - Les avènements de l'Union européenne.  
*Quo vadis Europa ?*  
Lionel Jospin - Jacques Delors - Joschka Fischer -  
Dominique Strauss-Kahn - Giuliano Amato -  
Hubert Védrine

---

## Les Notes sur le Net

Nos lecteurs et nouveaux abonnés pourront trouver  
les numéros épuisés  
des *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, sur le site :  
**[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)**



---

**Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès**

*Directeur de la publication* : Gilles Finchelstein

[gf@jean-jaures.org](mailto:gf@jean-jaures.org)

*Rédacteur en chef* : Laurent Cohen

[cohen@jean-jaures.org](mailto:cohen@jean-jaures.org)

*Maquette* : Antonio Bellavita

*Imprimerie* : Robert Arts Graphiques

---